

N° 49 ÉDITO

sommaire

- CAP des PS des 26 juin et 11 juillet 01 «des progrès dans la douleur...»
P. 2 à 5
- CTPM du 03/07/01 une date importante
P. 6 à 10
- La validation des acquis de l'expérience
P. 11
- ARTT une logique d'affrontement et des promesses non tenues
P. 12 à 15
- 78 nouveaux professeurs de Sport stagiaires
P. 16
- Conseil national CREPS de Dijon 23,24 et 25 octobre 2001
P. 17
- Index thématique
P. 18 à 21
- Vos indices de traitement
P. 22
- Vos traitements au 1^{er} mai 2001
P. 23
- Associativement vôtre ! (extrait "le courrier des Mutuelles")
P. 24 à 27
- Pour une rentrée moins difficile !!
P. 28-29
- Bulletin d'adhésion au SNAPS
P. 30
- Tarif 2001/2002 des cotisations SNAPS
P. 31
- Les délégués régionaux du SNAPS
P. 32

« Fair-play » n'est pas français, ALORS SOYONS SPORT...



La campagne médiatique française contre la candidature, à l'organisation des JO de 2008, de Pékin, identifiant globalement la ville, le pays, ses habitants, son organisation politique et ses dirigeants, quelques semaines avant la procédure de désignation de la ville organisatrice par le CIO, n'est pas à notre honneur.

Si comme nous le craignons, ces critiques, ainsi que celles émises contre l'organisation fort peu transparente et démocratique du CIO, n'auront durées que le temps d'un début d'été pluvieux (qu'en restera-t-il lorsque vous lirez ces lignes ?), alors disons-le clairement, nous n'aurons pas été « fair-play »...

Si nous pensons que la Chine, dont les dirigeants sont reçus en grandes pompes dans la majorité des pays du monde, y compris la France, et qui est courtisée par tous les pays occidentaux pour le formidable « marché » qu'elle offre, ne doit pas pouvoir accueillir les JO, il fallait dès lors, refuser dès le départ sa candidature, voire, dans un accès de courage, retirer la nôtre ...et ne pas accepter cette compétition.

Notre déception ne doit pas nous empêcher d'espérer, certains diront rêver, que Paris sera prochainement désignée, pas seulement pour la qualité technique de son dossier, mais bien par ce que la France, dans toute l'acception du terme, sera à la pointe du combat en faveur des droits de l'homme, dénoncera avec force toutes les dictatures de toute nature, aura œuvré pour que le CIO soit enfin un organisme démocratique et sera devenue dans le sens le plus large du terme une nation sportive -qu'il nous soit permis ici de dénoncer une nouvelle fois, le ridicule budget du MJS, au moment où certains entament une campagne électorale sur le thème de l'insécurité et de la délinquance juvénile, ne pas promouvoir le sport dans ses dimensions éducatives et intégratives, est à nos yeux une faute grave.

Pour notre part, parce que nous sommes un peu rêveurs et résolument optimistes, nous soutiendrons la candidature de Paris jusqu'à la « victoire ».

Jean-Paul Krumbholz

CAP des PS des 26 juin et 11 juillet 2001 :

« DES PROGRÈS DANS LA DOULEUR... »

Rappel : La parité syndicale comporte 5 sièges (3 pour la classe normale, 2 pour la hors-classe). Le SNAPS en détient 4 (3 CN et 1 HC) et le SNEP 1 (1 HC). Les commissaires élus au titre du SNAPS sont :

*Daniel GAIME, Michel MOREAU et Jean-Paul KRUMBHOLZ (titulaires CN),
Michèle LECLERCQ, Claude LERNOULD et André PERROT (suppléants CN),
Michel BRESSANT (titulaire HC),
Jean-Pierre MALHAIRE (suppléant HC).*



Après les commissions administratives paritaires (voir SNAPS/Infos n°48) des :

26/04/01 « promotion d'échelon »,

18/05/01 « mouvement des PS »,

6/06/01 « détachement ».

Vous trouverez, ci-dessous, les comptes rendus des CAP des :

26/06/01 « accès à la hors-classe et au corps des PS par liste d'aptitude (tour extérieur), mouvement complémentaire »,

11/07/01 « mouvement complémentaire ».

La campagne de printemps 2001 des CAP de PS s'est terminée le 11/07/01. La nouvelle équipe de commissaires paritaires a « peiné » pour que soient prises en compte ces légitimes revendications, dont les deux principales sont :

- le respect des prérogatives statutaires des CAP,
- le droit à l'information concernant les mesures qui touchent notre corps et nos fonctions (ex. : concours, nomination des stagiaires et des contrats PO/HN, gestion prévisionnelle des postes, etc.).

En effet, après la tension engendrée par certaines incompréhensions mutuelles (voir note d'ambiance de la CAP du 26/06/01), l'émergence d'une « sagesse » commune permet d'envisager un fonctionnement plus « performant » à l'avenir. Cette volonté se traduit par la tenue de réunions complémentaires aux CAP, entre les syndicats (SNAPS et SNEP) et l'administration, chargées d'aborder tous les problèmes concernant notre corps, dont le fonctionnement des CAP (première réunion le 11/07/01 dans la foulée de la CAP convoquée le même jour, la seconde est programmée la semaine du 3 au 7/09/01). Bénéfice immédiat, le déroulement serein de la CAP du 11/07/01.

CAP DU 26/06/01

Ordre du jour.

1. Désignation du secrétaire adjoint de séance.
2. Approbation du compte rendu de la CAP du 26 avril 2001.
3. Demande de révision de note (5 collègues).
4. Accès à la hors classe du corps des professeurs de sport.
5. Accès au corps des professeurs de sport par liste d'aptitude.
6. Mouvement complémentaire des personnels techniques et pédagogiques du secteur sport.
7. Demande de détachement.
8. Informations et questions diverses.

Sont présents.

Pour l'administration :

FORSTMANN P - BODDAERT F -
SAUTON A - PELLICIER P - SIBERT
C - THOMAS M.

Pour le SNAPS :

KRUMBHOLZ JP - LECLERCQ M -
LERNOULD C - MALHAIRE JP -
MOREAU M - GAIME D - BRESSANT
M - PERROT A.

Pour le SNEP :

DELACROIX P - PHILIPPE B.

Note d'ambiance.

Ambiance pesante, certes la fatigue liée à la conjugaison de la canicule

et de l'heure tardive (début de séance 16 h fin à 22 h) porte sa part de responsabilité, mais surtout après deux CAP « d'observation » pour la nouvelle équipe, nous espérons des réponses à nos propositions de fonctionnement telles que :

- le suivi des détachements et mise à disposition des PS qui doivent statutairement être étudiés en CAP,
- la transparence dans la gestion des postes de contrat PO et CTS, impliquant un avis écrit et motivé du DTN de la discipline concernée,
- la situation spécifique des CE d'EPS et autres fonctionnaires titulaires de

catégorie B et C détachés au MJS, notamment les possibilités de détachement dans le corps des PS au titre de 2001,

- la création d'un groupe de travail concernant la nomination des lauréats du concours de PS (proposition faite à l'origine par l'administration elle-même).

La parité administrative après avoir tenté de se défausser sur d'autres instances de concertation a finalement, dans une exaspération manifeste, proposé une séance de travail supplémentaire le 11 juillet.

Sans aucune réponse à nos questions, l'ordre du jour a été abordé dans ce climat lourd, lourd... et peu propice à la compréhension mutuelle nécessaire à cet exercice.

DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE DU SNAPS.

Le secrétaire général du SNAPS rappelle quelques réalités « douloureuses » :

- la situation de l'emploi au MJS est catastrophique, après des choix budgétaires très défavorables aux professeurs de sport en 2001, nous attendons de la part du gouvernement et du MJS des actes concrets afin d'éviter la paralysie des services, conséquence directe de cette pénurie,
- l'abandon du 3/9ième (seulement 1/9ième à compter de 2001) concernant le tour extérieur d'accès au corps des PS (liste d'aptitude) est très pénalisant pour les CE d'EPS et fonctionnaires de catégorie B et C détachés au MJS, d'autant plus qu'aucun élément concernant le nombre de possibilités de détachement dans le corps des PS ne nous a été communiqué à ce jour.
Puis les demandes, déjà formulées lors de la CAP du 18/05/01, à savoir que :
- tous les détachements (demande,

reconduction et retour) et intégrations doivent faire l'objet d'un avis de la CAP. (cf. article 5 du règlement de fonctionnement de la CAP),

- pour les nominations de CTS, le dossier comprenne l'avis écrit, circonstancié et motivé du DTN,
- le calendrier de nomination des sortants ainsi que leur affectation soient portés à la connaissance des commissaires paritaires (engagement de l'administration),
- toute décision « dérogatoire » aux textes en vigueur, y compris les instructions du MJS, fasse l'objet d'un accord de la parité syndicale.

Réponse de Philippe FORSTMAN.

L'ensemble des points qui sont signalés est du ressort de différentes instances paritaires et non de la seule CAP des PS. Toutefois, le DPA apporte les précisions suivantes :

- la Ministre se bat pour progresser dans le domaine de l'emploi au MJS,
- les modalités de nominations et les affectations des stagiaires seront communiquées aux syndicats avant la mi-juillet. Les lieux d'affectations seront présentés aux lauréats du concours CAS le 28 juin à l'INSEP. La liste sera transmise aux syndicats le 28 au soir,
- il ne souhaite pas donner de réponse quant au passage du 3/9ième au 1/9ième puisque ce n'est pas le lieu. Mais qu'il faut mettre en corrélation ce point avec l'ensemble des voies promotionnelles offertes aux agents, dont la création du corps supérieur.

Et propose la tenue d'une réunion sur les dossiers qui touchent les PS, sans être du ressort spécifique de la CAP, le 11 juillet 2001.

Une demande d'explication complémentaire est formulée par le SNAPS concernant les contrats signés pour la première fois en 2000 par un certain nombre de collègues CE EPS.

L'administration répond que cette disposition fait suite à un problème

technique de gestion financière soulevé par le TPG d'Ile de France. Un courrier circonstancié d'information sera adressé prochainement au SNAPS.

Adoption du PV du 26 avril 2001.

Le SNAPS formule quelques observations sur son contenu et un certain nombre de points qu'il soulève, dont les réponses ne sont toujours pas fournies par l'administration.

Le DPA précise qu'il ne s'agit pas de répondre aux questions que pose le compte rendu, mais seulement de savoir s'il est fidèle aux débats.

Dont acte, le PV est adopté !

Révision des notes.

Deux collègues voient leur note maintenue, étant déjà au plafond de la fourchette correspondant à leur échelon.

Un collègue voit sa note remontée de 81,5 à 83.

L'administration maintient la note d'un de nos collègues, représentant syndical, à 74,5 contrairement aux décisions de la CAP précédente (l'administration devait présenter les éléments du rapport de l'IG, diligentée dans ce département, susceptibles de confirmer ou d'infirmer les accusations portées par le chef de service dans son appréciation littérale). La parité syndicale dénonce ce revirement et vote unanimement contre cette proposition. L'administration propose de reporter l'étude de la demande d'un de nos collègues, tant que son recours devant le tribunal administratif - contre l'arrêté de fin détachement (de manière anticipée) pris à son encontre - n'aura pas été jugé sur le fond.

III . Accès à la hors-classe des professeurs de sport.

Postes budgétaires de PS hors-classe disponibles :

- 13 créations,
- 30 départs à la retraite,
- 11 en CFA.

Soit 54 postes dont il faut retirer :

- 6 réintégrations de PS hors-classes,

- 6 CE d'EPS et 1 CHEPJ classe exceptionnelle.

Il reste donc 41 postes disponibles. L'administration indique qu'elle propose, conformément aux engagements de la ministre, 90% de promotion au barème et 10% hors-barème, soit 37 au barème et 4 hors barème.

La liste au barème proposée l'administration ne faisant pas apparaître un de nos collègues justifiant des points suffisants, le SNAPS demande qu'il soit rajouté à la place qu'il lui revient. Refus de l'administration, qui souhaite réserver sa réponse, non seulement sur son nombre de points, mais également sur sa possibilité d'accéder à la hors-classe, alors que le différend sur sa note (voir point précédent) le rend éligible au barème dans les deux cas. Le SNAPS demande une suspension de séance...

A la reprise des débats, les désaccords sont malheureusement toujours présents. Dans une ambiance particulièrement lourde, les votes se succèdent :

- l'administration et les syndicats adoptent conjointement le classement des collègues suivant le barème en vigueur (incluant notre collègue au 8ième rang, conformément aux décisions de la CAP précédente de prendre sa note 1999 en référence). Cette liste faisant apparaître 3 collègues éligibles détachés (n'occupant donc pas d'emploi budgétaire de PS hors-classe), la liste au barème peut donc comporter 40 noms,

- l'administration propose de ne retenir que 39 noms au titre du « barème » excluant notre collègue (pourtant 8ème sur le barème adopté précédemment), réservant ainsi une place pour un arbitrage futur !

- sans réponse sur l'échéance et les modalités de cet arbitrage, les syndicats votent unanimement contre cette réserve et proposent une liste conforme au barème incluant notre

collègue au 8ième rang. La lecture de ce vote sera précisée lors de la CAP du 11/07/01 et se traduit soit par une concordance des deux listes (le classement n'apparaissant pas dans l'arrêté de promotion) en cas de réintégration de notre collègue ; soit un rejet de la liste de l'administration dans tous les autres cas,

- la liste hors barème proposé par l'administration est unanimement rejetée par les syndicats, qui proposent une liste hors barème comprenant les collègues classés du 41ième au 44ième rang,

- une liste complémentaire de 4 noms est retenue par la CAP.

En outre, le SNAPS fait porter au PV que les propositions de l'administration ne sont pas conformes :

- à l'instruction ministérielle 01-091 du 23 avril,

- au respect du barème arrêté conjointement entre l'administration et les syndicats,

- au compte rendu de la CAP du 26/04/01.

LISTE AU BARÈME

- 1- GALLOT Pierre,
- 2- VANAGS Indulis,
- 3- MOLING Emile,
- 4- JULLIEN Colette,
- 5- LECLERCQ Michèle,
- 6- ROUBY Jean-Paul,
- 7- PUGNAIRE Jacques,
- 8- ?
- 9- TREMERIE Michel,
- 10- GERMAIN Guy,
- 11- TROUVE Gilbert,
- 12- PUECH Bernard,
- 13- ERNOULT Jean-Pierre,
- 14- SAVIGNAC François,
- 15- FOUBERT Dominique,
- 16- TERME Aimé,
- 17- JEANNE Claude,
- 18- MEDINA Albert,
- 19- PANIS Jean-Claude,
- 20- BUSSEMEY Michel,
- 21- AVESQUE Gérard,
- 22- BOISSET Eliane,
- 23- ALARY Michel,
- 24- THORAL Jean-Pierre,

- 25- BASSINET Robert,
- 26- LAMBERT Bernard,
- 27- JACQUETIN Irène,
- 28- SUCCOJA Michèle,
- 29- COURTILLAT Jacky,
- 30- CARRERE Christiane,
- 31- BARBAFIERI René,
- 32- SURLEAU Michel,
- 33- CARRE Bernard,
- 34- DAUMAS Jean-Paul,
- 35- VENDROT Michel,
- 36- ROUQUET Bernard,
- 37- JUANCHICH Jean-Pierre,
- 38- DRIVET Jean-Pierre,
- 39- BOBRIKOFF Alexandre,
- 40- DEBAT Claude.

Hors barème (administration)

- 41- JANISZEWSKI Jean-Luc,
- 42- PORTES Annick,
- 43- PAILLARD Christian,
- 44- PONCHET Colette.

Hors barème (syndicats),

- 41- BRENDER Michel,
- 42- FEIST Serge,
- 43- ZARETTI Michèle,
- 44- TURLOT Marcel.

Intégration PS (liste d'aptitude) :

Il y a 103 demandes pour 11 possibilités, dont 1 hors-barème, d'accès par le tour extérieur (1/9ième).

L'Administration n'a pas retenu les dossiers des agents CE d'EPS à la classe exceptionnelle. Par contre, la parité syndicale demande que les agents détachés dans le corps puissent bénéficier du dispositif.

Un candidat éligible au barème ne pourra être retenu car en CPA, son départ à la retraite se fera avant de pouvoir bénéficier d'une éventuelle intégration.

Quelques interrogations concernant le décompte des points attribués à quelques collègues subsistant, la liste définitive n'est pas arrêtée et devrait être diffusée dans le prochain numéro de SNAPS/Infos.

Mouvement complémentaire :

- Jean-Paul CLEMENCON CTN CNOSF DRD Paris,
- Daniel EMELIN CTN Lutte DRD Paris,
- PUYDEBOIS CTN Boxe DRD Paris,

- Jean Michel EON DRD Nantes (Formateur Creps Pays de Loire),
- Hervé RICHARD faisant fonction de chef de dépt CREPS de la REUNION,
- Yann RUELLO Formateur CREPS d'ANTIBES,
- Victor NATAF CAS DRD Marseille (proposition SNAPS Pascal MOURA rap. conjoint),
- Hervé BARLOY CTR Athlétisme DRD Marseille,
- Christian PAULEVE CTR Equitation DRD Marseille,
- Claude CHOPOT CTR Athlétisme DRD Rennes,
- Frédéric CASTRYCK CTR Canoë-kayak DRD Rennes,
- Jean-Yves LE DEROFF CTR Voile DRD Rennes,
- Guy GUERIN CTN Athlétisme DRD Paris,
- Christophe ALLARDI CTN Basketball DRD Paris,

- Rémy MASSON CTN Canoë-kayak DRD Paris,
- Didier FAVORI CTR Lutte DRD Paris,
- Patrick BASTIDE CTN Sport adapté DRD Paris,
- Jean-Max DE CHAVIGNY CTN Voile DRD Paris,
- Florence LANDEMAINE CTR Basketball DRD Orléans,
- Yvan CLOLUS CTR Cyclisme DRD Besançon,
- Jacques LELIEVRE CTR Equitation DRD Bordeaux,
- Christelle HAISSAGUERE CTR FSGT DRD Bordeaux,
- Patrick QUIVRIN CTR Escrime DRD Caen,
- René VERNET CTR Handball DRD Toulouse,
- Alain LESAFFRE CTR Natation DRD Lille (détachement 1 an),
- Valérie BRUNEL CTR Tir à l'arc DRD Lille,

- Christian FROSSARD CTN Ski DRD Lyon,
- Jean-Pierre SALOU CTR Voile DRD Reims,
- Rémy CAZENAVE CAS DD Aveyron,
- Yves HAZO CAS DD Guadeloupe,
- Gérard RIMOUX en attente d'affectation.

Propositions du SNAPS non retenues (pas de proposition de l'administration) :

- DRD Amiens CTR Equitation (Laure MOREAU),
- DRD Lyon CTR Canoë-kayak (Pierre ROOS).

En raison de l'heure tardive (22h), la suite du mouvement est reportée au 11/07/01.

Michel MOREAU
Commissaire Paritaire.

CAP DU 11/07/01

Ordre du jour de la CAP.

1. Désignation du secrétaire adjoint de séance.
2. Suite du mouvement complémentaire des personnels techniques et pédagogiques du secteur sport.
3. Informations et questions diverses.

Sont présents :

Pour l'administration :

FORSTMANN Philippe -BODDAERT François- PELLICIER Pierre - Claude SIBERT - Michel THOMAS - TETAZ Georges - WATRIN Daniel.

Pour le SNAPS :

KRUMBHOLZ Jean Paul- LECLERCQ Michèle - MOREAU Michel -GAIME Daniel -

Pour le SNEP :

DELACROIX Pierre

Préambule.

Suite à une remarque de Pierre DELACROIX (SNEP), certaines modifications et précisions sont apportées au relevé de conclusion de la CAP du 26/06/01 (celles-ci sont intégrées dans le compte rendu ci-dessus).

Mouvement complémentaire (suite).

- Pierre LABORIE CTN Volley DRD Paris,
- Thierry FRANCOIS CTN Voile DRD Poitiers,
- Sébastien GARDILLOU CTR Handball DRD Orléans,
- Sylvie LAGUARRIGUE CAS DD Cantal,
- Stéphane BORDAS CAS DRD Nancy,
- Laurent BRISSAULT CAS DD Isère,
- Patrice CROIZIERS de LAC VIVIER CAS DRD Toulouse,
- Gérard PENCHENAT CAS DD Tarn,
- Stéphane FLEURY CAS DD Lot (sous réserves de changement de vœux),
- Luis FERNANDEZ CAS DD Tarn et Garonne (sous réserves de mutation de S Fleury),
- Eric JOURNEAUX Ad Centrale DS,
- José MARAJÓ Ad centrale DS,
- Françoise SAUVAGEOT Ad Centrale DS.

Propositions du SNAPS non rete-

nues par l'administration (pas de proposition de l'administration) :

- DD Haute Savoie CAS (Albert GEHANT),
- DRD Poitiers CAS (Emmanuel DA SILVA),
- DRD Strasbourg CAS (Frédérique VOGEL),
- DRD Limoges CAS (Sabine VILLARD),
- DRD Lyon CAS (HUFFENUS Anne-Fabienne),
- DRD Lyon CAS (LAINE Nolvenn).

L'administration informe les commissaires paritaires que 32 postes budgétaires de PS, au titre de l'année 2001 (contre aucun en 2000), seront réservés aux CE d'EPS remplissant les conditions de détachement dans le corps des PS. Une instruction en cours permettra à nos collègues concernés de faire acte de candidature.

Michel MOREAU
Commissaire Paritaire.

CTPM du 03/07/01

UNE DATE IMPORTANTE



Rappel : La parité syndicale comporte 10 sièges : 6 à l'UNSA/Education, 2 à la FSU, 1 SGEN/CFDT et 1 FO. Le SNAPS est représenté par son secrétaire général (titulaire) et JP Malhaire (suppléant).

Le Comité Technique Paritaire Ministériel s'est réuni le 3 juillet 2001, avec la participation de M. Leclercq et M. Bressant qui siégeaient en tant que représentants de la CAP des professeurs de sport étant donné qu'un des décrets proposés (4ème concours, dit 3ème voie) concernait notre corps.

Conformément à ce que nous annoncions dans SNAPS/Infos n° 47, ce CTPM, en raison du report de la majorité des points à l'ordre du jour du 31/05/01, recouvrait une importance certaine de par la richesse de son ordre du jour et du nombre de dossiers appelant un avis ayant déjà été évoqués à plusieurs reprises lors des CTPM précédents.

C'était particulièrement vrai pour un certain nombre de points qui touchent de près notre métier, et pour lesquels ce CTPM a joué son rôle en tant qu'instance décisionnelle et de transition entre les phases de conception et d'application.

Les avis favorables émis à propos des décrets créant :

- un concours réservé et un examen professionnel de PS, dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire,
 - une 3ème voie d'accès au corps de PS,
 - le BPJEPS,
- illustrent parfaitement cet état de fait.

De plus, la présentation d'un document, certes incomplet à ce jour, pouvant servir de base à un futur « accord-cadre », clôturant la Table Ronde « MME » et créant le corps technique et pédagogique supérieur, que nous revendiquons depuis longtemps, nous laisse à penser que ce n'était pas tout à fait un CTPM comme les autres.

Préambule.

La totalité des fédérations syndicales du CTPM dénonce les conditions dans lesquelles s'engagent les négociations sur l'ARTT au MJS¹.

Projet de décret portant création du BPJEPS.

Suite à notre intervention lors du CTPM du 31/05/01, la DEF distribue une note essayant de replacer la création du BP dans un cadre plus général de rénovation de l'architecture des diplômes du MJS et plus généralement de l'encadrement des APS. L'effort est louable, mais force est de constater que sans « convention collective du sport étendue », ni certitude sur la survivance ou la disparition des BEES, ni projet de Décret d'application de la nouvelle rédaction de l'article 43 de la Loi sur les APS, ce document ne présente guère d'intérêt.

François Signoles² prenant en compte :

- le vote favorable de la CPC³, certes un peu rapide à notre goût,
- le passage du texte devant la commission restreinte du CNAPS le 10/07/01,

- les concertations qu'il a lui-même organisées (le SNAPS a été reçu les 19 et 27/06 et une réunion pour les membres du CTPM s'est tenue le 20/06 au MJS), propose d'amender le texte en intégrant un des éléments contenu dans l'amendement déposé le 31/05 par le SNAPS. L'article 2 est rédigé ainsi : « Le diplôme du BP est délivré au titre d'une spécialité, disciplinaire, pluridisciplinaire ou liée à un champ particulier. »

L'administration refuse deux amendements déposés en séance visant à :

- imposer un minimum d'heures de formation pour tous les BP,
- fixer le quota de cadres techniques d'Etat à au moins 50% par jury.

Et accepte deux modifications supplémentaires :

- à l'art.1 que le BP soit reconnu diplôme d'Etat plutôt que national,
- qu'un minimum d'heures de formation soit fixé par l'arrêté créant la spécialité.

Face à ces avancées, certes modestes, le SNAPS vote le texte, qui sera adopté malgré des divergences au sein de la parité syndicale qui réparti à peu près équitablement ses votes entre approbation, rejet et abstention.

Cette étape ne lève pas certaines incertitudes qui pèsent toujours sur la mise en place du BP, les principales étant que :

- n'importe quel BP pourrait permettre d'encadrer toutes les APS à l'exception des sports à risques,
- les jurys pourront être composés à 75% de professionnels du secteur privé (employeurs et salariés),
- ce sont les organismes de formation qui seront habilités par le DRJS et non les formations elles-mêmes. Quelles sera la durée de cette habilitation (à vie ?) et avec quels contrôles sur les formations ?

Projet de décret relatif à la création d'un troisième concours d'accès aux corps des PS.

Philippe Forstmann⁴ répond par la négative à la demande du SNAPS de ne réserver cette voie qu'à des professionnels de l'encadrement des APS. En effet, après consultation de la Fonction Publique, il s'avère que la 3ème voie d'accès aux concours de la FP doit être identique pour tous les ministères et prendre en compte les mandats électifs politiques et associatifs, notamment syndicaux, dans les mêmes conditions. La durée d'exercice de ces fonctions est fixée à 3 ans en accord avec celle qui sera retenue dans le cadre de « Validation des

Acquis de l'Expérience » qui devrait être adoptée grâce au vote de la Loi de « Modernisation sociale ». Le DPA précise, par ailleurs, qu'il n'est pas sûr que l'exigence de possession du BEES 1er degré sera acceptée par le Conseil d'Etat.

Malgré nos réticences liées aux risques de confusion que pourra engendrer ce texte entre les fonctions d'encadrement des APS et les mandats électifs de dirigeant, le SNAPS vote le texte étant attaché au principe de cette 3ième voie d'accès aux corps de la FP. Le texte sera adopté par 16 voix pour, 2 contre et 1 abstention.

Il est à noter que le DPA refuse un amendement déposé par nos collègues du SNEP, visant à rendre un peu plus restrictives les conditions d'accès au concours interne, du fait de la création de cette 3ième voie. Il nous semble toutefois intéressant de réétudier cette piste dans un avenir proche de manière à bien coordonner les différentes possibilités d'accès aux corps des PS en tenant compte également du départ à la retraite d'un grand nombre de nos collègues dans les années à venir.

Projet de Décret portant organisation du concours réservé et examen professionnel de PS, dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire.

Le texte proposé est conforme à la Loi n° 2001-2 du 3/01/01 et prévoit un concours réservé et un examen professionnel comportant 1 épreuve d'admission. Malheureusement, les conditions d'accès⁵ sont plus restrictives que ce que nous espérions :

- l'examen professionnel n'est accessible qu'aux seuls maîtres auxiliaires (arbitrage de la FP),
- le concours réservé est ouvert aux CDD et exclut les CDI. Toutefois seuls les contrats portant la mention de « durée indéterminée » sont ex-

clus. Les CDD, quel que soit le nombre de renouvellements, sont éligibles (instruction du MJS n° 01-131 JS du 11/07/01).

Le SNAPS vote le texte, qui est adopté à l'unanimité.

Le SNAPS s'enquière auprès du Directeur de Cabinet de l'avancée des chantiers concernant :

- l'intégration dans le corps des PS des CE d'EPS et fonctionnaires de catégorie B et C détachés au MJS sur des emplois de PTP sport,
- la titularisation des médecins du MJS dans un corps de médecins fonctionnaires.

François Signoles précise que :

- le cas des médecins doit être traité en interministériel, afin de trouver un corps d'accueil, et que cela prendra un plus de temps que pour les corps du MJS,
- la situation des CE d'EPS et autres fonctionnaires détachés est actuellement étudiée par la DPA⁶.

Projet de Décret de transformation du laboratoire de Chatenay-Malabry.

Le laboratoire national de dépistage du dopage, actuellement GIP, deviendrait un Etablissement Public National à Caractère Administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière placé sous la tutelle du ministre chargé des sports.

Le SNAPS vote le texte, qui est adopté à l'unanimité.

Protocole d'accord conclusif de

la Table Ronde « Métiers -Emplois -Missions »⁷.

L'administration propose un texte⁸ pouvant être considéré comme un avant-projet du protocole d'accord qui devrait conclure la TR « MME ». Le SNAPS considère que l'architecture générale du texte est tout à fait conforme à ce que l'on peut attendre d'un protocole d'accord.

Certaines orientations sont de réelles avancées pour notre corps, comme :

- la réaffirmation des missions techniques et pédagogiques du MJS,
- la création d'un corps technique et pédagogique supérieur de débouché, sans concours externe,
- la suppression des options CAS et CTS aux concours de PS (à partir de 2003).

Toutefois, deux paragraphes de ce texte ne sont pas acceptables dans leur rédaction actuelle, le SNAPS soumet au CTPM deux rédactions amendées, indispensables à une ratification future du protocole d'accord. Vous trouverez ci-joint, la version de l'administration et celle du SNAPS en italique.

1/ Administration :

« Le chef de service (Directeur régional et départemental, directeur départemental) ou la personne à qui il est donné délégation de signature à cet effet, organise le programme des visites pédagogiques et des missions d'inspection ; il est destinataire de l'ensemble des comptes rendus de visite et rapports d'inspection. ... »

SNAPS :

« Le chef de service (directeur ré-

gional et départemental, directeur départemental) organise le programme des visites pédagogiques et des missions d'inspection ; il est destinataire de l'ensemble des rapports d'inspection et des comptes rendus de visite lorsque ceux-ci mentionnent l'existence de dysfonctionnements avérés ou supposés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique et morale des usagers. ... »

2/ Administration :

« Il s'agira d'un corps dit « de débouché », ne comportant pas de recrutement externe, structuré en 1 ou 2 grades (classe normale, hors classe) dont l'échelonnement indiciaire culminera à 1015. L'indice de départ sera supérieur à celui des CEPJ, des PS et des inspecteurs. »

SNAPS :

« Il s'agira d'un corps dit « de débouché », ne comportant pas de recrutement externe, structuré en 1 (classe normale) ou 2 grades (classe normale et hors-classe). La classe normale culminera à 1015. L'indice de départ sera supérieur à celui des CEPJ, des PS et des inspecteurs. » Cette dernière « divergence » concernant le positionnement indiciaire du nouveau corps, est soulignée par Jean-Paul ROUX, secrétaire général de l'UNSA/Education, dans le courrier⁹ qu'il a adressé à Marie George BUFFET.

Un CTPM positif, qui pourrait déboucher sur un grand pas en avant si la grille indiciaire du corps technique et pédagogique supérieur était alignée sur celle de professeur agrégé d'EPS.

1 Voir article sur le sujet dans ce numéro.

2 Directeur de Cabinet.

3 Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation.

4 Directeur des personnels et de l'administration (DPA).

5 Voir article dans SNAPS/Infos n°48.

6 Voir compte rendu des CAP.

7 Voir article sur le sujet dans ce numéro.

8 Voir sommaire en annexe I.

9 Reproduite en annexe II.

ANNEXE I.**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

Projet de texte d'orientation sur l'évolution des missions, des métiers, des corps et des modalités de recrutement et de formation des personnels spécifiques du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Sommaire

Préambule.

Evolution des missions des personnels du MJS.

Evolution des métiers des personnels spécifiques du Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Evolution des modalités de recrutement et de formation initiale des personnels.

1. La rénovation des modalités de recrutement et du dispositif de formation initiale.
2. La rénovation du concours de recrutement des PS.
3. La rénovation du concours de recrutement des CEPJ.

Evolution de l'architecture des corps et des statuts.

1. La création d'un corps de conseiller technique et pédagogique. supérieur
2. La constitution d'un corps unique de l'inspection de la jeunesse et des sports.
3. La mise en place d'emplois fonctionnels à dominante technique.

Calendrier et modalités de mise en œuvre des orientations

ANNEXE II

Paris, le 2 juillet 2001

JPRX/RP/ML 2666-779

Madame Marie-George BUFFET
Ministre de la Jeunesse
et des Sports
78, rue Olivier de Serres
75015 PARIS

Madame la Ministre,

Suite à l'audience que vous avez accordée à l'UNSA Education le 11 avril dernier, la table ronde « Mission métiers-emplois » a progressé mais reste encore éloigné de l'écriture du protocole d'accord dont vous nous aviez adressé le principe et le calendrier pour une finalisation début juillet.

A la veille du CTPM du 3 juillet, je suis en possession d'un projet de texte d'orientation, qui pour bien décrire le point d'étape de la concertation n'a pas encore la consistance suffisante pour une prise de position formelle de l'UNSA Education.

Qu'il me soit donc permis de vous rappeler le mandat que je vous avais présenté le 11 avril sur la constitution du corps supérieur technique et pédagogique à deux classes, prenant en compte les besoins nouveaux de votre ministère en matière de missions complexes et de haute technicité.

L'accès à ce nouveau grade, largement fondé sur la validation des acquis professionnels et de l'expérience, assurera un cadre promotionnel digne de ce nom, aux personnels en place.

L'étape dans la construction de ce corps proposé aujourd'hui par vos soins ne peut être à nos yeux pertinente que si le protocole d'accord décrit la manière dont sera, à terme, construite la 2ème classe culminant à la HE « A ».

S'agissant de la fusion des corps d'inspection qui donne du sens et de la lisibilité à la modernisation et au recentrage des missions, la modification acquise en Conseil d'Etat du statut des Inspecteurs principaux, permet aujourd'hui de développer sur 3 classes la carrière évolutive du nouveau corps d'inspection jeunesse et sport, des précisions sur le profil de cette carrière sont indispensables à une prise de position de notre fédération.

Vous savez le prix que j'attache à la conclusion positive de cet important chantier de votre ministère, tant dans le domaine du sport que dans celui de l'Education populaire. « La société éducative » prend là aussi ses racines et demande de la part des personnels un engagement à la hauteur des enjeux. Elle suppose aussi, en retour, une vision et une gestion dynamique de leur métier et de leur carrière.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Jean-Paul ROUX
Secrétaire général

La validation des acquis de l'expérience

« Réflexion sur l'extension de la loi du 20 juillet 1992 relative à la validation d'acquis professionnels »

C'est le rôle de nos élus au Parlement et au Sénat de légiférer, c'est celui des partenaires sociaux d'apporter leurs contributions et analyses lorsque les textes de loi en question touchent plus particulièrement les citoyens dans leur avenir professionnel. C'est bien le cas du projet de loi dit « de modernisation sociale » actuellement en discussion qui dans ses articles 40 à 42 traite de la validation des acquis de l'expérience. Le texte en deuxième lecture au Sénat le 26 juin dernier propose différentes mesures dont la V.A.E. (Validation des acquis de l'expérience) qui vient élargir les possibilités de se voir attribuer un diplôme ou un titre. Le tableau suivant met en perspective (sous réserve de l'adoption définitive du texte de loi en novembre prochain) les dispositions de la loi de 1992 sur la V.A.P. et celles du projet de loi sur la VAE.



Loi de 1992 (VAP)	Projet de loi de modernisation sociale (Article 40 à 42) (VAE)	Remarques
La loi valorise les compétences acquises au cours de l'activité professionnelle	Le projet valorise les compétences acquises dans le cadre d'une activité salariée, non salariée ou bénévole	<i>Les décrets d'application permettant d'attester d'une activité non salariée ou bénévole risquent fort d'être difficiles à concevoir</i>
La VAP est conditionnée par une durée minimale de 5 années d'activité professionnelle	La durée minimale d'activité pour la VAE ne peut être inférieure à 3 ans	<i>Comment un candidat attestera de cette activité lorsque celle-ci sera bénévole ?</i>
La VAP ne peut dispenser de l'ensemble du diplôme	Le nouveau texte prévoit que le jury pourra attribuer la totalité du diplôme ou du titre	<i>En cas de validation partielle, le jury devra se prononcer sur la nature des connaissances et aptitude devant faire l'objet d'un contrôle complémentaire</i>
Le jury apprécie sur dossier ou, le cas échéant, après un entretien si l'activité professionnelle du candidat est de nature à développer les compétences visées par le diplôme	Le jury se prononce au vu du dossier constitué par le candidat et à l'issue d'un entretien avec ce dernier et le cas échéant, à l'issue d'une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée	<i>Il s'agit là d'une nette évolution du rôle dévolu au jury et donc du travail des services. Il est vrai que la VAP dans les conditions actuelles ne favorise pas l'accès aux épreuves qui manquent aux candidats</i>
Le jury est composé en majorité de formateurs dont les PTP du MJS et de personnalités qualifiées dans les activités concernées pour le reste	Le jury comprend des personnes, notamment professionnels pour apprécier la nature des acquis et tend à favoriser la parité homme /femme	<i>Faut-il lire ici une volonté d'accroître la participation du secteur professionnel au jury ?</i>

Nous vous apporterons dans un prochain article et à l'occasion du vote de la loi de modernisation sociale qui traite de la question de la validation des acquis de l'expérience nos analyses sur les effets possibles de ces nouvelles dispositions sur la mise en œuvre assurée par nos collègues dans les services et aussi sur le problème de l'égalité de traitement des citoyens dans le cadre de l'application de ce nouveau texte. Si le premier regard que nous portons sur ce nouveau projet de texte est plutôt positif eu égard aux visées « généreuses » que certains parlementaires font valoir, nous devons en tant qu'organisation syndicale tirer toutes les conséquences de ce dispositif VAP / VAE sur les métiers du champ jeunesse et sports et les compétences de ceux qui les exercent.

Alain JEHANNE - Secrétaire National

A.R.T.T.

UNE LOGIQUE D'AFFRONTEMENT ET DES PROMESSES NON TENUES



« négociations » étant « Jospin a dit, donc il n'y a plus rien à négocier », quel dialogue social !

HISTORIQUE DU DOSSIER : « LE GRAND CAPHARNAÛM »²

Il n'est pas inutile de rappeler les objectifs généraux de l'ARTT :

- lié à la politique gouvernementale de lutte contre le chômage, l'ARTT devait impérativement allier diminution du temps de travail et création d'emplois,
- le passage de 39 à 35h dans les fonctions publiques devait au regard d'une modernisation des services, permettre une diminution du temps de travail et des améliorations des conditions de travail pour tous les agents.

Ces objectifs sont « morts-nés » dans la Fonction Publique d'Etat, suite à l'échec des négociations au niveau national entre les fédérations syndicales de fonctionnaires et le ministre de FP, qui a catégoriquement refusé de créer des emplois dans le cadre de l'ARTT. Echec, qui a débouché sur une position gouvernementale unilatérale se résumant à la parution du Décret n° 2000-815 du 25 août 2000³.

Notre administration, qui a abordé ce dossier, juste avant l'été 2000, par une enquête confiée à une officine privée imposée par le Cabinet, n'a pas réussi à sortir l'ARTT au sein du MJS du chaos dans lequel le 1ier ministre et la FP l'avaient plongé.

PRÉAMBULE.

L'échec des négociations nationales avec le ministère de la Fonction Publique et le refus du gouvernement de créer des emplois pour compenser la diminution du temps de travail des fonctionnaires devaient, nous semble-t-il, inciter le MJS à la prudence. Bien au contraire, malgré une enquête diligentée par l'administration, dont les résultats ont totalement corroboré nos analyses, et des propositions syndicales précises par « familles » de fonctions, totalement compatibles avec les textes en vigueur, notre ministère a réussi l'exploit d'engager les négociations concernant l'application des 35h en son sein dans une logique d'affrontement. La référence aux arbitrages « matignonesques » pour ne pas dire « abracadabrantesques » systématiquement défavorables aux agents étant la seule arme de l'administration, que celle-ci aurait souhaitée « fatale », pour adresser une fin de non recevoir à la quasi-totalité des propositions syndicales. La phrase la plus entendue lors des



Directeur de la publication :
Jean-Paul Krumbholz
Rédacteur en chef : Ludovic Martel
Rédacteur adjoint : Michel Chapuis
collectif de rédaction : Jean-Paul Krumbholz, Michel Chapuis, Christian Target, Alain Jehanne Michel Moreau et Ludovic Martel
Secrétariat : Dominique Garel
Relecture : Michel Chapuis et Ludovic Martel
Crédit photos : Yvon Carles
Photocomposition et Imprimerie :
FEN-UNSA
25 rue des Tanneries 75013 Paris
Prix du n° : 25 F - Abonnement : 100 F
Dépôt légal septembre 2001 - Commission paritaire 3 525 D 73 S - N° ISSN 1145-4024
SNAPS-Infos
Maison du Sport Français
1 avenue Pierre de Coubertin
75013 PARIS - Cédex 13
Tél : 01.40.78.28.58 /60
Fax : 01.40.78.28.59

Cette enquête réalisée par le cabinet IDRH auprès de tous les agents, grâce notamment à la participation active des syndicats et des CTPR, avait pour objectif d'établir un état des lieux complet de l'organisation du travail au MJS. Les grandes lignes des conclusions de cette enquête sont les suivantes :

- l'attachement des personnels à leur ministère et ses missions historiques,
 - la dénonciation du manque de personnels, ne permettant plus aux services et établissements de remplir leurs missions correctement, et l'absolue nécessité d'embaucher pour faire face au passage de 39 à 35h,
 - la volonté de garder, par catégorie d'agents (par corps ou fonction suivant le cas), l'organisation du temps de travail actuelle, en dégageant des plages modulables, consécutives à la réduction du temps de travail, allant du simple aménagement horaire à la globalisation annuelle (23 jours de congés supplémentaires),
 - le maintien des avantages acquis.
- L'administration après un silence « assourdissant » de décembre 2000 à mai 2001, a décidé autoritairement, annonce faite lors du CTPM du 31/05/01, de déconnecter les dossiers de l'emploi (création et suppression de postes, recrutement, résorption de l'emploi précaire, carte des postes) et de la réduction du temps de travail.

Ce dernier point étant abordé isolément sur les bases suivantes :

- amélioration des conditions de travail pour tous les agents,
- respect des avantages acquis « collectivement »,
- respect du Décret n° 2000-815 du 25 août 2000,
- application au 01/01/02.

DES NÉGOCIATIONS CONFLICTUELLES AU MJS.

Suite au CTPM du 31/05/01, un en-

semble de réunions, où tous les syndicats membres du CTPM étaient invités, se sont déroulées courant juin 2000, afin d'étudier la situation des différentes catégories de personnels. Ces catégories définies lors de l'élaboration du questionnaire support à l'enquête IDRH, sont les suivantes :

- personnels administration centrale (hors encadrement),
- personnels ATOSS en fonction dans les DD et DRD (hors encadrement),
- personnels ATOSS en fonction dans les établissements,
- personnels d'inspection, de direction et d'encadrement,
- personnels techniques et pédagogiques.

La première de ces réunions concernait les PTP et s'est déroulée le 5/06/01. Face aux propositions inacceptables de l'administration :

- 5 semaines de congés,
 - 2 semaines ARTT,
 - aucune semaine de formation à la convenance de l'agent,
- la totalité des syndicats des PTP a refusé de poursuivre la négociation. Le SNAPS a annoncé qu'il ne siègerait plus tant que les propositions de l'administration seraient inférieures à 9 semaines (additions des congés, ARTT et formation à la convenance de l'agent) et rappelé ses propositions¹.

Conformément à cet engagement, le SNAPS n'a participé à aucune des réunions concernant les autres catégories de personnels. Le mécontentement des syndicats présents lors de ces travaux étant de même nature que notre rejet exprimé le 5/06/01, l'administration a annoncé lors du CTPM du 3/07/01, qu'elle était en mesure de présenter de nouvelles propositions. Une réunion, regroupant toutes les catégories de personnels, a été fixée au 11/07/01.

Le contenu du texte présenté par l'administration le 11/07/01 a été rejeté à l'unanimité par les syndicats présents. Sa forme, des principes généraux et une application par

catégorie d'agents, pourrait servir de base à un futur accord-cadre pour le SNAPS, mais nous en sommes encore très loin. L'administration a enregistré les remarques des syndicats et présentera une nouvelle version le 29/08/01 (prochaine réunion). Afin de ne pas alourdir le climat très conflictuel, qui entoure ce dossier dans toute la fonction publique d'Etat, et pour ne pas donner de réalité à un texte déjà obsolète, tout en restant sur une note d'espoir, il est intéressant de savoir que celui-ci faisait état non plus de 2 mais 3 semaines ARTT pour les PTP (peut encore mieux faire).

Face aux mécontentements unanimes des syndicats, le MJS refuse d'assumer son rôle en rejetant la totalité de la responsabilité des propositions actuelles sur le 1er ministre. Nous n'acceptons pas ce « jeu », en nous adressant d'une part, par l'intermédiaire de notre fédération, au 1er ministre, ainsi qu'à celui de la Fonction Publique, et d'autre part, en démontrant au MJS, qu'il reste matière à négocier, à condition de le vouloir. Rappelant également celui-ci au respect des engagements de la ministre, notamment en terme de maintien des avantages acquis collectivement, ce qui n'est toujours pas le cas pour les PTP et les techniciens ouvriers de service en établissement.

JP Krumbholz.

¹ Voir à ce sujet la note de notre collègue en annexe I.

² Voir SNAPS/Infos n°48.

³ Relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

⁴ Jointes en annexe II et déjà parues dans SNAPS/Infos n°47 et 43



ANNEXE I

Le Dialogue social en question

(Sur la question de l'ARTT)

L'ARTT dans la fonction publique est en panne, entend-t-on de toute part ! Certes et ce n'est pas l'UNSA-Education qui nous contredira, elle qui depuis le début du mois de juin signale dans ses bulletins d'information sur le NET que les négociations tardent à venir.

Jugez-en vous mêmes :

- Le 1er juin 2001 : ARTT : Le conflit menace. Constat affligeant sur l'avancée des négociations sur l'ARTT au MEN et au MJS.
- Le 15 juin 2001 : Le conseil fédéral national de l'UNSA constate avec exaspération que les discussions entreprises dans les ministères ou les établissements n'ont débouchées sur aucune véritable négociation.
- Le 26 juin 2001 : Les représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technique viennent de quitter la séance du CTP Ministériel qui devait examiner le projet de décret sur l'ARTT car aucune création d'emplois au titre de l'ARTT n'est prévue..
- Le 3 juillet 2001 : réduction du temps de travail : l'imposture, le MEN ouvre ce jour, en début de congés d'été et après de longs mois de silence les « négociations » sur l'ARTT.

Le décor est planté mais il n'y aura pas de représentation. L'ARTT pêche du côté de la création d'emplois et le MJS, comme les autres ministères, laisse « couler le temps » qui après les grandes échéances politiques nationales du mois de mars 2002, permettront de voir plus clair sur les intentions des nouveaux élus du peuple. C'est effectivement bien lamentable et inacceptable pour ceux qui ont aujourd'hui un mandat d'élus au sein des comités techniques paritaires régionaux.

C'est la raison pour laquelle les collègues de la région Basse-Normandie n'ont pas accepté cet état de fait. Ils ont quitté le CTPR, le 22 juin dernier, non sans avoir au préalable prévenu le DRD qu'ils ne siégeaient qu'après avoir eu confirmation que des négociations s'ouvriraient au niveau national le 5 juin. Quelle déconvenue lorsqu'il fut question de l'ARTT au premier point à l'ordre du jour et du résultat de cette rencontre ! Non, il ne faut pas accepter d'attendre la fin de l'automne pour s'entendre dire qu'il n'est plus temps de négocier parce que justement il n'y a plus de temps pour cela. A Caen, nous avons dit non et 3 fois NON. Il n'y aura plus de CTPR avec les représentants des personnels (en accord intersyndical) si l'ARTT, dont on peut percevoir aujourd'hui les effets bénéfiques dans certaines entreprises, n'est pas à l'ordre du jour dès septembre prochain et dans le cadre d'un CTPR spécifique.

C'est la raison pour laquelle nous appelons tous nos collègues élus au CTP de leur région à ne pas siéger afin de signifier à notre administration que nous ne sommes pas dupes et que le mandat que nous avons obtenu des personnels du MJS n'est pas un simple « faire valoir » mais bien une mission pour faire entendre la voix des personnels « en amont » des décisions qui sont prises par notre administration de la jeunesse et des sports.

Au mois de juin 2000, le SNAPS était en mesure de décliner ses propositions en matière d'ARTT (SNAPS Infos n°44). Depuis 1 an, que propose le MJS ? RIEN. Alors il est plus que temps de rappeler à notre ministre que c'est elle qui, dans le cadre des travaux que nous avons menés ensemble sur la modernisation des services et établissements a invoqué avec bien entendu notre assentiment l'approfondissement du « dialogue social » avec les organisations représentatives.

Qu'en est-il aujourd'hui de ce vœu pieux ? Entrons en lutte pendant qu'il en est encore temps pour redonner du sens à notre mandat.

Alain JEHANNE
Secrétaire National
Coordonnateur UNSA
au CTPR de Basse-Normandie

ANNEXE II

Application de l'ARTT aux PTP du MJS

Propositions du SNAPS

(reprise des éléments publiés dans SNAPS/Infos n° 43 et 47)

Base de calcul du temps de travail annuel - total maximum -

Les emplois, dont l'organisation du travail est régie par une réglementation particulière, garderont leur spécificité. C'est le cas de **l'annualisation du temps de travail pour les professeurs de sports**, telle qu'elle est définie par l'instruction n° 90-245 du 30/08/90.

Situation actuelle, sur la base de 39 heures/semaines pour l'année 2000 :

- (39 heures x 47 semaines) - (8h x 9j fériés) = 1761 h/année max.

Sur la base de 35 heures (ARTT théorique sur l'année 2000) :

- (35 heures x 47 semaines) - (7h x 9j fériés) = 1582 h/année max.

Organisation dans le cadre de l'ARTT (position du SNAPS).

A / Congés, formation personnelle et récupérations.

(base de réflexion en dessous de laquelle nous n'accepterons pas de descendre)

- **Cinq semaines de congés annuelles**, déjà décomptées du temps de travail annuel,
Et
- **Deux semaines de formation personnelle, sans justification**, intégrées au temps de travail annuel,
Et
- **Quatre semaines de récupération**, à raison d'une par trimestre, non décomptées du temps de travail annuel,
Dans tous les cas, une autorisation d'absence doit être délivrée par le chef de service.

Exemple théorique sur l'année 2000 (sur la base de 1582 heures annuelles) :

Soit 1582 h - 70 h pour deux semaines de formation personnelle, le temps de travail annuel est ramené à 1512 heures.

Les semaines (ou équivalent semaine) comptabilisées comme travaillées pour le service sont ramenées au nombre de **39**, soit 52 semaines diminuées de :

- 5 semaines de congés,
- 2 semaines de jours fériés légaux,
- 2 semaines de formation personnelle,
- 4 semaines de récupération.

Soit 1512 h divisées par 39 semaines.

L'horaire hebdomadaire (moyenne théorique) de travail s'élève donc à 38,76 heures,

C'est-à-dire moins que les 39h actuelles, que la majorité des professeurs de sports dépasse allègrement !

B/ Formation professionnelle.

Lorsqu'il s'agit d'une formation **dans l'intérêt du MJS**, et pas seulement du service, celle-ci doit impérativement être :

- **Imputée** sur le temps de travail annuel,
 - **Non imputable** ni sur les quatre semaines de récupération, ni les deux de formation personnelle.
- Cela concerne **toutes les formations du MJS** (calendriers nationaux et régionaux, diplômes INSEP, etc.), ainsi que les formations, **dont le lien avec les APS est évident** (ex. : diplôme droit et économie du sport).

78 nouveaux Professeurs de Sport stagiaires.

Bienvenue aux nouveaux Professeurs de Sport stagiaires. A compter du 1er septembre 2001, les candidats dont les noms suivent, sont nommés Professeurs de Sport et affectés à la même date dans l'établissement ou le service déconcentré mentionné en regard de leur nom pour l'accomplissement d'un stage d'un an, préalable à leur titularisation. Rappelons que l'instruction N°99-1445 JS datée du 06.08.99 précise que « ... la mise en responsabilité sera progressive et coordonnée avec le déroulement du plan de formation. Elle ne devra pas avoir pour effet de confier prématurément des responsabilités au stagiaire pour satisfaire les besoins immédiats du service ... ». Mais nous le savons, certains de nos services sont déficitaires et très souvent, dans les faits le stagiaire prend dès son arrivée en charge des dossiers en responsabilité. Sachons nous souvenir, qu'un jour nous aussi avons débuté et accompagnons au mieux nos nouveaux collègues avec cet esprit de solidarité qui règne dans notre corps. A l'heure où notre revue part à l'impression, nous ne connaissons pas encore le « sort » réservé aux candidats inscrits sur liste complémentaire, c'est pour cette raison qu'ils n'apparaissent pas dans la liste qui va suivre. D'après les informations dont nous disposons, l'administration aurait proposé le recrutement d'une quinzaine de candidats supplémentaires au contrôleur financier, espérons les compter parmi nous en septembre.

Concours CAS interne - (par rang de classement)

M. Jean KANAPA	DD Isère
M. Denis ANGILBERT	DD Saône et Loire
M. Michel DESTIN	DRD Paris
M. Francis COSTA	DD
M. Benoît GASNIER	DD

Concours CAS externe - (par rang de classement)

Mme Marion SOAVI	DRD Lyon
Mme Agnès LE LANNIC	DRD Caen
Mlle Elsa LOMBARD	DD Hte Loire
Mme Marianne DOLLY	DRD Lille
Mlle Anne-Claire PALUT	DD Val-de-Marne
Mme Anne THOUVENIN	DRD Dijon
Mme Claire MARTIN	DD Côtes d'Armor
M. Franck VERGER	DD Sarthe
Mme Caroline JEAN	DD Yvelines
Mme Christelle MOURA	DRD Nancy
M. Patrice COSSARD	DD Indre
Mme Déborah DUNYACH	DD Oise
M. David GARCIA-NOEL	DRD Lille
M. Pierrick GIRAudeau	DRD Caen
M. Eric SALVETAT	DD Moselle
Mme Céline HERRMANN	DRD Strasbourg
Mme Corinne GIGANDET	DD Yonne
M. Vincent LAVALLEZ	DD Pas-de-Calais
M. Christophe LAFON	DRD Limoges
M. Yann FRADON	DD Haut-Rhin
M. Rémi GUELF	DRD Strasbourg
M. Yannick TOLLE	DD Haute-Saône
M. Antoine DUCOURET	DRD Lille
M. Jean-Pierre HUSSON	DD Haute-Marne
M. Thomas DESFORGES	DRD Lille
M. Pierre LAGARDE	DD Moselle
M. Christophe CHARRIN	DD Pas-de-Calais
M. Boris ROTHERMUNDT	DRD Rouen
M. Nicolas ROUSSEL	DRD Amiens
Mme Ezzate BACAR	DD Oise

Concours CTS externe

M. FRITEYRE Pierre	ATHLÉTISME	CTR Caen
M. DECHAMP Jérôme	AVIRON	CTR Clermont-Fd
Melle SAINT-JEAN Florence	AVIRON	CTR Besançon

M. VIELLEDENT Sébastien	AVIRON	CTR Nantes
Melle DIMBOUR Sandra	BADMINTON	CTR Paris
M. FOURNIER Jérôme	BASKET BALL	CTR Lyon
M. COTTALORDA Stéphane	Boxe anglaise	CTR Nancy
M. ESTANGUET Tony	CANOE KAYAK	INSEP
M. DURING.François	CANOE KAYAK	CTR DRIFE
Melle GERBET Chantal	CANOE KAYAK	CTR Lille
M. BASSONS Christophe	CYCLISME	en attente
M. SIMON Olivier	EQUITATION	CTR Amiens
M. CARRIERE Patrice	ESCRIME	CTR Dijon
Melle CARRIER Magali	ESCRIME	CTR Paris
M. ACKER Frédéric	FOOTBALL	CTD Moselle
M. PROUST Arnaud	FOOTBALL	CTD Corrèze
M. PASERO Eric	HANDBALL	CTR Lille
M. GUIGNARD Axel	Hockey sur gazon	CTR Paris
M. BRUNET Christophe	JUDO	CTR Paris
M. BOHER Matthieu.	Roller skating	CTR Lyon
M. GORINAT Patrick	RUGBY A 13	CTR Lyon
M. VIOLLE Laurent	RUGBY A 15	CTR Besançon
Melle SAINDEFF Carole-Claude	EPGV	CTR Lyon
Melle GOURDON Virginie	UFOLEP	CTN Nantes
M. JULIEN Xavier	FEPMM	CTR Paris
Melle GAUTIER Christelle	Sports de glace	CTR Paris
Melle DUCHAMP Christine	Sports de glace	CTR DRIFE
M. GIBIARD Christophe	TENNIS	CTR Besançon
Melle DE TAXIS DU POET Sophie	TENNIS	CTR Caen
M. CHEURF Nasser	TENNIS	CTR Amiens
M. LASSALLE Maxime	TIR	CTN Strasbourg
M. TORRES Lionel	TIR A L'ARC	INSEP
M. BONNAUD Benjamin	VOILE	CTR Nantes
M. PHILIPPE Gildas	VOILE	CTR Paris
Melle JOVIADO Céline.	VOLLEYBALL	CTR Lille
M. ABOUB Ali	VOLLEYBALL	CTR Orléans
Mme ZANETTA Christine	Voltige aérienne	Ht niveau

Concours CTS interne

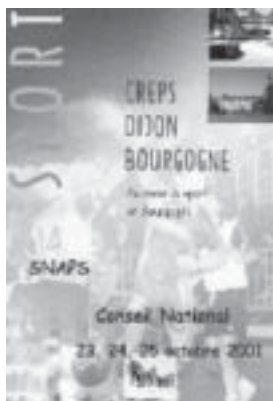
M. BROSSAT Laurent	Canoe Kyak	CTN Lyon
M. BARADAT Eric	HANDBALL	CTR Bordeaux
Melle FOUHETY Françoise	HANDBALL	CTR Limoges
M. CATALA Jean-Pierre	TIR	CTN Bordeaux
M. ROULT Patrick	Hockey sur gazon	CTR Nantes
M. COM Philippe	CYCLISME	CTR Caen



**Conseil national
creps de Dijon
23,24 et 25 octobre 2001**

Préparation du congrès 2002

A vos calendriers !



Après Rennes, l'année 2002 voit se profiler le Congrès National qui se réunit tous les deux ans. Ce sera l'occasion du premier bilan de la nouvelle équipe de direction du SNAPS et de son Secrétaire Général. C'est aussi une année de renouvellement de mandats. Enfin de nombreux sujets sont à débattre : L'aménagement du rythme du temps de travail (les 35 h !!), le corps supérieur, la résorption de

l'emploi précaire, le Brevet Professionnel de Jeunesse d'Education Populaire et de Sports, le fonctionnement de la Commission Paritaire, les perspectives ouvertes par la Table Ronde des Métiers à Jeunesse et Sports.... C'est aussi l'occasion pour le Conseil National de faire le point dans ses rangs, pour mieux appréhender notre capacité de syndicalisation et d'information de nos adhérents.

Le fil conducteur de ce Conseil National est prévu ainsi :

• **Mardi 23 octobre**

14 h Réunion Préparatoire du Bureau National
20 h 30 Séance plénière

• **Mercredi 24 octobre**

Toute la journée, travail des commissions sur les thèmes définis.

• **Jeudi 25 octobre**

En matinée, rédaction et adoption des résolutions.
La fin du Conseil National est fixée à 14 h pour permettre aux uns et aux autres de profiter des atouts touristiques de la ville de DIJON et de rentrer chez soi.

Nous devons donc nous mobiliser encore plus même si nous pouvons aujourd'hui revendiquer d'être le premier syndicat de Jeunesse et Sports.

Soyons nombreux pour ce Conseil National de rentrée, préparatoire au Congrès pour affirmer notre présence et notre volonté de conserver un grand ministère de la Jeunesse et du Sport.

Informations pratiques sur Dijon et sa région : il n'y pas que du vin !

L'URBANISME - A Dijon, l'urbanisme anticipe sur l'avenir en préservant l'échelle humaine et en favorisant la diversité des fonctions urbaines (habitat, activités, équipements) comme avec les nouveaux quartiers de Pouilly et le pôle Clemenceau, et entre ainsi de plain-pied dans la modernité sans perdre son charme d'antan.

LES QUARTIERS - Une ville comme Dijon forme une entité administrative unique. Il n'en demeure pas moins qu'elle est composée de quartiers distincts qui disposent chacun d'une histoire, des caractéristiques, une vie associative et des habitants qui se reconnaissent en lui.

LA CULTURE - La culture à Dijon est héritée du riche passé de la prestigieuse cité des ducs de Bourgogne. La ville compte 97 ha de monuments classés et huit musées dont celui des Beaux-Arts, l'un des premiers de France, abrite les Tombeaux des Ducs de Bourgogne.

LE PATRIMOINE - Dijon est connue tant pour la richesse de son patrimoine constitué de nombreux parcs et jardins, maisons et hôtels particuliers et églises et lieux de cultes que par les efforts engagés par la municipalité pour veiller à sa protection.

L'avenir n'apparaît pas actuellement sous les meilleures auspices la rumeur court toujours, Marie George BUFFET, notre Ministre s'en irait ? La remplacera t-on ?

Michel MOREAU
Secrétaire National
Chargé du Secteur Administratif



Les cinq dernières années, de nombreuses évolutions ont été amorcées au Ministère de la Jeunesse et des Sports. Le SNAPS a toujours été attentif aux questions qui concernaient les personnels - les cadres techniques, le corps supérieur, l'évaluation ... - ainsi que celles relatives à l'évolution du Ministère - ses missions, la Loi sur le Sport, la formation ... -. En qualité de premier syndicat du MJS, non seulement il a été attentif, mais de plus il a pris position, parfois même avec une vision prospective. Vous trouverez répertoriés ci-dessous par grands thèmes l'ensemble des commentaires, des prises de positions et des propositions émanant du SNAPS sur tous les grands enjeux des cinq années passées au travers d'un index thématique reprenant les articles rédigés dans Snaps Infos depuis le numéro 30 en date de janvier 1997.



Les thèmes « Vie Fédérale » et « Vie Syndicale » qui relatent les temps forts des regroupements de vos représentants abordent assez souvent les grands dossiers du moment, n'hésitez pas à les lire, ils sont l'origine de la ligne « politique » de votre syndicat.

VIE FÉDÉRALE

- **PAU 2000 : un congrès fédéral pas ordinaire**
in Snaps Infos n°47, p 6 à 7 par JP. MALHAIRE.
- **PAU 2000 : un congrès, des enjeux pour la FEN**
in Snaps Infos n°45, p 3 par JP. MALHAIRE.
- **Congrès FEN : Résolution Générale**
in Snaps Infos n°32, p 7.
- **UNSA :**
le manifeste in Snaps Infos n°30, p 5 à 6.

VIE SYNDICALE

- **Conseil National de Dinard du 9 au 11 juin 2001 : des questions cruciales pour l'avenir**
in Snaps Infos n°48, p 2 à 7 par un collectif de rédaction
- **Conseil National à Marly le Roi du 04 au 06.12.00 : Un marathon de réflexions au regard d'une actualité très chargée**
in Snaps Infos n°46, p 2 à 9 par un collectif de rédaction.
- **Congrès de Rennes du 03 au 05 mai 2000**
in Snaps Infos n°44, p 2 à 20 par un collectif de rédaction.
- **Rapport National d'activité 1998-2000**
in Snaps Infos n°43, p 3 à 5 par L. THOMAS.
- **Conseil National à Marly le Roi les 17 et 18 novembre 1999 : Conseil National très studieux à l'INJEP**
in Snaps Infos n°42, p 2 à 6 par un collectif de rédaction.
- **La double perspective du séminaire des assises nationales du sport : Lille les 19 et 20 novembre 1999**
in Snaps Infos 42, p 10 à 11 par A. JEHANNE.
- **Les 4 et 5 mai 1999, au CREPS de Poitiers, le**

Conseil National a été productif

in Snaps Infos n°40, p 2 à 7 par collectif de rédaction.

- **Conseil National du SNAPS à Marly le Roi les 17 et 18 novembre 1998**
in Snaps Infos n°38, p 2 à 13 par un collectif de rédaction.
- **Congrès National à Antibes**
in Snaps Infos n°36, p 2 à 11 par un collectif de rédaction.
- **Conseil National du Snaps, Marly le Roi, 26 et 27 novembre 1997**
in Snaps Infos n°35, p 6 à 12 par un collectif de rédaction.
- **Conseil National du 2 et 3 avril 1997**
in Snaps Infos n°32, p 8 à 9 par un collectif de rédaction.

CORPO

- **Obligation de service - Régimes indemnitaires : Quelles bases de discussion ?**
in Snaps Infos n°43, p 15 par JP. KRUMBHOLZ.
- **Promotions possibles dans les fonctions de personnels de Direction**
in Snaps Infos n°41, p 9 par J. BOITEUX.
- **Missions - Obligations de service - Evaluation - Régimes indemnitaires : quelques rappels utiles**
in Snaps Infos n°41, p 10 à 11 par JP. KRUMBHOLZ.
- **Cumul d'emploi et rémunération**
in Snaps Infos n°39, p 11.
- **Gestion du corps de Professeur de Sport**
in Snaps Infos n°38, p 6 par M. CHAPUIS et M. LECLERCQ.



- **Qui peut devenir Chef de Département ?**
in Snaps Infos n°31 , p 3 par J. BOITEUX.

CADRES TECHNIQUES

- **Le dossier des cadres techniques Nationaux**
in Snaps Infos n°42 , p 18 à 20 par JP.KRUMBHOLZ.
- **Le dossier des cadres techniques**
in Snaps Infos n°39, p 2 à 5 L THOMAS
- **Le dossier des cadres techniques : l'analyse de la situation actuelle - les propositions du Snaps**
in Snaps Infos n°37, p 2 à 6 par L.THOMAS.
- **Le SNAPS s'adresse aussi aux Cadres Techniques Fédéraux**
in Snaps infos n°37 , P 21 par M.CHAPUIS.
- **Avenir des Cadres Techniques : l'inacceptable !**
in Snaps infos n°32 , p 6 par L.THOMAS

ARCHITECTURE DES CORPS, PROFESSORAT SUPÉRIEUR, INGÉNIEUR DE SPORT

- **Propositions du SNAPS,**
in Snaps Infos n° 44 , p 22.
- **A propos du Professorat Supérieur de Sport,**
in Snaps Infos n°42 , p 8 à 9 par C.TARGET.
- **Commission « Ingénieur du Sport »**
in Snaps Infos n°40 , p 8 à 10 par C .TARGET.
- **Ingénieur du Sport**
in Snaps Infos n°39 , p 12 à 13 par C .TARGET.
- **L'Ingénieur de Jeunesse et de Sport : un enjeu vital pour le MJS**
in Snaps Infos n°38 , p 7 à 9 par C. TARGET.
- **Le Professorat Supérieur de Sport : ça repart fort**
in Snaps Infos n°35 , p 8 à 10 par L. MARTEL.
- **Le Professorat Supérieur de Sport : notre objectif**
in Snaps Infos n°32 , p 10 par C. TARGET.

STATUTS, RÔLES ET FONCTIONS DES CHEFS DE DÉPARTEMENT

- **Compte rendu du groupe de travail du 8 novembre 2000**
in Snaps Infos n°46 , p 28 à 29 par R.GENEST.

- **Compte rendu du groupe de travail du 10 juillet 2000**
in Snaps Infos n°45 , p 12 à 13 par H. MIAU.

TABLE RONDE

- **Missions-Métiers-Emplois : une grande avancée « Marie George BUFFET favorable à la création d'un corps technique et pédagogique supérieur »**
in Snaps Infos n°48 , p 16 à 20 par JP..KRUMBHOLZ.
- **Missions-Métiers-Emplois Enfin de la lisibilité, un dossier prioritaire : « La réforme de l'architecture des corps »**
in Snaps Infos n°47 , p 16 à 18 par JP.KRUMBHOLZ.
- **Missions-Métiers-Emplois au MJS : une 3ème étape cahotique et laborieuse**
in Snaps Infos n°46 , p 22 à 24 par JP. KRUMBHOLZ.
- **Missions-Métiers-Emplois au MJS : conclusions de la seconde étape du 7 juillet 2000**
in Snaps Infos n°45 , p 15 par JP.KRUMBHOLZ.
- **Point d'étape Table Ronde Missions-Métiers-Emplois au MJS**
in Snaps Infos n°43 , p 16 à 17 par JP. KRUMBHOLZ.
- **Tables Rondes « Métiers, Emplois »**
in Snaps Infos n°41 , p 4 par L.THOMAS.
- **Compte rendu « Métiers - Emplois » mardi 18 mai 1999 au MJS**
in Snaps Infos n°40 , p 16 par L.THOMAS.

ENTRETIEN - NOTATION

- **De quoi s'entretenir**
in Snaps Infos n°46 , p 20 à 21 par M.CHAPUIS.
- **La notation : à chacun sa responsabilité**
in Snaps Infos n°42 , p 13 par M.CHAPUIS.
- **La notation au mérite**
in Snaps Infos n°41 , p 11 par M.CHAPUIS.
- **La notation**
in Snaps Infos n°41 , p 12 par JP.CABANNES.
- **Notation**
in Snaps Infos n°37 , p 16 à 17 par M.CHAPUIS.
- **La nouvelle notation arrive ... peut être !**
in Snaps Infos n°36 , p 14 à 15 par M.CHAPUIS.



- **Evaluation - Notation : lutter contre l'injustice**
in Snaps Infos 32 , p 12 à 13
M.CHAPUIS.

FORMATION CONTINUE

- **Conseiller Régional en Formation : refuser la théorie du « grand tout »**

in Snaps Infos n°46 , p 26 à 27 par
A. JEHANNE.

- **Accord cadre FPC : 4 ans d'attente pour un accord cadre d'une durée de 3 ans !!**

in Snaps Infos n°45 , p 16 à 17 par
A. JEHANNE.

- **Un schéma régional des formations : une ambition à la hauteur des services et des établissements de la Jeunesse et des Sports**

in Snaps Infos n°44 , p 26 à 27 par
A. JEHANNE.

- **La formation Continue à Jeunesse et Sports**

in Snaps Infos n°40 , p 11 par
P.TOMASI.

DIPLÔMES / FORMATIONS

- **BP JEPS : un accouchement difficile, toutes les garanties ne sont pas encore réunies pour un encadrement sportif de qualité**

in Snaps Infos n°48 , p 28 à 29 par
C.LERNOULD.

- **La rénovation du dispositif de qualification, Diplômes et formations du MJS**

in Snaps Infos n°46 , p 16 par A.
JEHANNE.

- **A propos du projet de réforme du service public de formation de la Jeunesse et des Sports**

in Snaps Infos n°42 , p 21 par
A. JEHANNE.

- **La rénovation des formations et des diplômes du MJS : des orientations attendues**

- mais un calendrier défilant

in Snaps Infos n°40 , p 12 à 13 par
A. JEHANNE.

- **Service Public Régional de Formation et le devenir des établissements**

in Snaps Infos n°38 , p 10 par
P.TOMASI.

- **La réforme des CREPS**

in Snaps Infos n°38 , p 11 par
P. TOMASI.

- **Sur l'avenir des CREPS : dernière minute**

in Snaps Infos n°38 , p 23 par
P. TOMASI.

- **Filière STAPS et BEES : quelles relations MJS-Université ?**

in Snaps Infos n°36 , p 20 à 21 par
JP. MALHAIRE.

- **De l'UEREPS à la Faculté des Sciences du Sport**

in Snaps Infos n°36 , p 20 par
P. TOMASI.

- **Réforme du BEES**

in Snaps Infos n°32 , p 11 par
JP. MALHAIRE.

- **Réforme du BEES**

in Snaps Infos n°30 , p 11 par
M. LECLERCO.

VAP

- **La Validation d'acquis professionnels en question**

in Snaps Infos n°46 , p 18 à 19 par
A. JEHANNE.

- **De la reconnaissance à la validation des acquis**

in Snaps Infos n°36 , p 12 à 13 par
A. JEHANNE.

CTPM

- **CTPM du 31/05/01**

in Snaps Infos n°48 , p 22 à 23
par JP. KRUMBHOLZ.

- **CTPM des 19/12/00 et 06.02.01**

in Snaps Infos n°47 , p 8 à 11 par
JP. KRUMBHOLZ.

- **CTPM Paris-MJS 21 juin 2000**

in Snaps Infos n°45 , p 18 par
L. THOMAS.

- **Compte rendu du CTPM du 24 janvier 1997**

in Snaps Infos n°31 , p 8 par
L. THOMAS.

BUDGET MJS

- **Motion inter syndicale adressée aux politiques**

in Snaps Infos n°47 , p 12 à 13 par
Les Secrétaires Généraux.

- **Budget 2001 du MJS : on a encore oublié le sport**

in Snaps Infos n°46 , p 17 par
JP. KRUMBHOLZ.

- **Projet de Loi de Finances Jeunesse et Sports 2000 : les priorités de la FEN**

in Snaps Infos n°41, p16 par
FEN-UNSA.

- **Orientation et Budget 1999 : assez bien ... mais peut mieux faire**

in Snaps Infos n°37, p 18 par
JP.MALHAIRE.

RÉFORME DE L'ETAT

- **Réforme de l'Etat**

in Snaps Infos n°42 , p 17 par
L.THOMAS.

- **Commission Fonction Publique d'Etat**

in Snaps Infos n°40 , p 15 par
M.MOREAU.

- **Rapport ROCHE**

in Snaps Infos n°40 , p 22 à 23.

- **Commission Fonction Publique d'Etat**

in Snaps Infos n°38 , p 12 par
M.MOREAU.

LOI SUR LE SPORT

- **Des évolutions bienvenues**



et des inquiétudes

in Snaps Infos n°45 , p 21 par JP. MALHAIRE.

• **Compte rendu de la présentation de la loi du Sport par Madame la Ministre le 29 septembre 1999**
in Snaps Infos n°42 , p 14 à 15 par M.CHAPUIS.

• **Commission Loi sur Le Sport**
in Snaps Infos n°38 , p 12 par H.LETTERON.

• **Loi d'orientation sur le Sport**
in Snaps Infos n°34 , p 4 par JP. MALHAIRE.

• **Loi sur Le Sport : aucun exposé des motifs, aucun fil conducteur**
in Snaps Infos n°30 , p 2 à 4 par G. LETESSIER.

NOUVEAUX SERVICES - NOUVEAUX EMPLOIS

• **Nouveaux services - Nouveaux Emplois**
in Snaps Infos n° 35 , p 11 par A JEHANNE

• **Nouveaux services - Nouveaux Emplois : quels emplois jeunes dans le secteur des APS ?**
in Snaps Infos n°35 , p 22.

DOPAGE

• **Prévenir ... et frapper fort**
in Snaps infos n°37 , P 20 par JP. MALHAIRE.

CEL

• **Le Contrat Educatif Local : après deux ans de fonctionnement et une seconde circulaire interministérielle**
in Snaps Infos n°47, p 22 à 24 par G.LETESSIER.

RESPONSABILITÉ

• **Responsabilité pénale,**

Réflexions sur ...

in Snaps Infos n°42 , p 22 à 24 par SNIJSL

• **Responsabilité pénale des agents de l'Etat**
in Snaps Infos n°40 , p 24 à 25 par D. GAIME.

UNSA SPORT

• **Le SNAPS participe à l'UNSA Sport**
in Snaps Infos n°47 , p 19 par C.LERNOULD.

• **L'UNSA Sport : ça va fort !**
in Snaps Infos n°47 , p 20 par D.QUIRION.

• **L'UNSA Sport : encore !**
in Snaps Infos n°47 , p 21 par D.QUIRION.

• **La journée du 04 mars 2000**
in Snaps Infos n°43 , p 21 par D.QUIRION.

LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU SPORT

• **La Convention Collective Nationale du Sport : où en est-on ?**
in Snaps Infos n°48 , p 31 par D.QUIRION.

• **La Convention Collective Nationale du Sport et l'UNSA**
in Snaps Infos n°43 , p 20 propos recueillis par Y. CARLES.

• **UNSA - Convention Collective des Métiers du Sport et Commission Professionnelle Consultative**
in Snaps Infos n°42 , p 7 par D.QUIRION.

• **Défendre les contrats de droit privé avec l'UNSA : le SNAPS dans la négociation d'une convention collective des métiers du sport**
in Snaps Infos n°41 , p 17 par D.QUIRION.

• **Convention Collective de**

Sport : première réunion

in Snaps Infos n°40 , p 27 par J.GROSSET.

• **Conventions Collectives**
in Snaps Infos n°35 , p 23.

• **Pour une Convention Collective des Métiers du Sport**
in Snaps Infos n°33 , p 7 par D.QUIRION.

NOTRE HISTOIRE

• **A l'heure européenne, le SNAPS est en passe d'être mondialement connu !**
in Snaps infos n°45, p 26 à 27 par L.THOMAS.

• **Historique du Syndicat**
in Snaps infos n°41 , p 8 par J.BOITEUX.

UTILE - VIE PRATIQUE

• **En route pour l'Euro**
in Snaps infos n°47 , p 28 à 29 par L.MARTEL.

• **Action Sociale**
in Snaps infos n°41 , p 22 à 25 par Y.CARLES.

• **Congés**
in Snaps infos n°41 , p 26 par Y.CARLES.

• **Petit guide de l'internet : Internet pour quoi faire ?**
in Snaps infos n°40 , p 20 à 21 par M.VENDROT.

• **Dossier retraite**
in Snaps infos n°39 , p 25 à 29 par Y.CARLES.

• **Comment rédiger un contrat de travail ?**
in Snaps infos n°35 , p 24 à 25 par D.QUIRION.

**Réalisé
par Ludovic MARTEL**



VOS INDICES DE TRAITEMENT

Nous publions les INM (indices nouveaux majorés, traitements nets) des professeurs de sport, chargés d'enseignement d'EPS et P.E.G.C.

PROFESSEURS DE SPORT

Classe normale

Ech	INM	Avancement d'échelon			
			Ancienneté	Choix	Grand choix
1	347				
2	375	Du 1er au 2ème	3 mois		
3	394	Du 2ème au 3ème	9 mois		
4	415	Du 3ème au 4ème	1 an		
5	438	Du 4ème au 5ème	2 ans 6 mois		2 ans
6	466	Du 5ème au 6ème	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois
7	494	Du 6ème au 7ème	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois
8	530	Du 7ème au 8ème	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois
9	566	Du 8ème au 9ème	4 ans 6 mois	4 ans	2 ans 6 mois
10	611	Du 9ème au 10ème	5 ans	4 ans	3 ans
11	657	Du 10ème au 11ème	5 ans 6 mois	4 ans 6 mois	3 ans

Hors classe

Ech	INM	Avancement d'échel.	
1	494		
2	558	Du 1er au 2ème	2 ans 6 mois
3	600	Du 2ème au 3ème	2 ans 6 mois
4	641	Du 3ème au 4ème	2 ans 6 mois
5	694	Du 4ème au 5ème	2 ans 6 mois
6	740	Du 5ème au 6ème	3 ans
7	782	Du 6ème au 7ème	3 ans

CHARGES D'ENSEIGNEMENT D'EPS ET PEGC.

Classe normale

Ech	INM	Avancement d'échelon			
			Ancienneté	Choix	Grand choix
1	294				
2	337	Du 1er au 2ème	1 an		
3	358	Du 2ème au 3ème	1 an 6 mois		1 an
4	375	Du 3ème au 4ème	1 an 6 mois		1 an
5	393	Du 4ème au 5ème	2 ans 6 mois		2 ans
6	414	Du 5ème au 6ème	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois
7	433	Du 6ème au 7ème	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois
8	457	Du 7ème au 8ème	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois
9	481	Du 8ème au 9ème	4 ans	3 ans 6 mois	2 ans 6 mois
10	510	Du 9ème au 10ème	4 ans 6 mois	3 ans 6 mois	2 ans 6 mois
11	539	Du 10ème au 11ème	4 ans 6 mois	3 ans 6 mois	2 ans 6 mois

Hors classe

Ech	INM	Avancement d'échelon	
1	456		
2	480	Du 1er au 2ème	2 ans
3	509	Du 2ème au 3ème	3 ans
4	538	Du 3ème au 4ème	3 ans
5	611	Du 4ème au 5ème	3 ans
6	657	Du 5ème au 6ème	3 ans

Classe exceptionnelle

1	611		
2	663	Du 1er au 2ème	3 ans
3	694	Du 2ème au 3ème	3 ans 6 mois
4	740	Du 3ème au 4ème	4 ans
5	782	Du 4ème au 5ème	4 ans



VOS TRAITEMENTS au 1 mai 2001

Nous vous proposons la nouvelle grille des salaires et les nouveaux indices INM.
(la valeur du point est maintenant de 28,13f)

Indice nouv. majoré (INM) (col 1)	Traitements (col 2)		Retenues mensuelles (col 3)			Traitement net mensuel "approché" (col 4)	Indemnités de résidence (col 5)		Supplément familial (col 6)				MGEN (col 7)		
	Annuel	Mensuel	Pension civile 7,85%	CSG + RDS 8%	Total		Zone 3%	Zone 1%	1 enf	2 enf	3 enf	Enf en plus	Zone 1	Zone 2	Zone 3
303	102281	8523	669	682	1351	7172	256	85	15	448	1108	786	219	215	213
337	113758	9480	744	758	1503	7977	284	95	15	448	1108	786	244	239	237
347	117133	9761	766	781	1547	8214	293	98	15	448	1108	786	251	246	244
358	120846	10071	791	806	1596	8474	302	101	15	448	1108	786	259	254	252
375	126585	10549	828	844	1672	8877	316	105	15	448	1108	786	272	266	264
393	132661	11055	868	884	1752	9303	332	111	15	448	1108	786	285	279	276
394	132999	11083	870	887	1757	9327	332	111	15	448	1108	786	285	280	277
414	139750	11646	914	932	1846	9800	349	116	15	448	1108	786	300	294	291
415	140087	11674	916	934	1850	9824	350	117	15	448	1108	786	301	295	292
433	146163	12180	956	974	1931	10250	365	122	15	448	1108	786	314	308	305
438	147851	12321	967	986	1953	10368	370	123	15	448	1108	786	317	311	308
448	151227	12602	989	1008	1997	10605	378	126	15	448	1108	786	325	318	315
456	153927	12827	1007	1026	2033	10794	385	128	15	455	1126	800	330	324	321
457	154265	12855	1009	1028	2038	10818	386	129	15	456	1128	801	331	325	321
466	157303	13109	1029	1049	2078	11031	393	131	15	463	1149	817	338	331	328
480	162029	13502	1060	1080	2140	11362	405	135	15	475	1180	840	348	341	338
494	166755	13896	1091	1112	2203	11694	417	139	15	487	1212	864	358	351	347
509	171818	14318	1124	1145	2269	12049	430	143	15	500	1245	889	369	362	358
510	172156	14346	1126	1148	2274	12072	430	143	15	500	1248	891	369	362	359
530	178907	14909	1170	1193	2363	12546	447	149	15	517	1293	925	384	376	373
538	181607	15134	1188	1211	2399	12735	454	151	15	524	1311	938	390	382	378
539	181945	15162	1190	1213	2403	12759	455	152	15	525	1313	940	390	383	379
559	188696	15725	1234	1258	2492	13232	472	157	15	542	1358	973	405	397	393
566	191059	15922	1250	1274	2524	13398	478	159	15	548	1374	985	410	402	398
600	202536	16878	1325	1350	2675	14203	506	169	15	576	1450	1043	435	426	422
611	206249	17187	1349	1375	2724	14463	516	172	15	586	1475	1061	443	434	430
641	216376	18031	1415	1443	2858	15173	541	180	15	611	1543	1112	464	455	451
657	221777	18481	1451	1479	2929	15552	554	185	15	624	1579	1139	476	467	462
663	223802	18650	1464	1492	2956	15694	560	187	15	630	1592	1149	480	471	466
694	234267	19522	1532	1562	3094	16428	586	195	15	656	1662	1201	503	493	488
718	242368	20197	1585	1616	3201	16996	606	202	15	676	1716	1242	520	510	505
740	249794	20816	1634	1665	3299	17517	624	208	15	676	1716	1242	536	526	520
782	263972	21998	1727	1760	3487	18511	660	220	15	676	1716	1242	566	555	550

Les sommes ont été arrondies au franc supérieur ou inférieur.



Le 1^{er} juillet, la loi relative au contrat d'association, dite loi Waldeck-Rousseau a fêté ses cent ans. Ce centenaire concerne quelque 880 000 associations. Rencontre avec Jean-Michel BELORGEY, Président de la Mission interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901.

ASSOCIATIVEMENT VÔTRE !

Le Courrier des Mutuelles : Pourquoi une telle célébration est-elle importante ?

Jean-Michel Belorgey : Il est toujours utile de faire mémoire de moments historiques qu'on a parfois tendance à oublier. C'est un moyen de faire le bilan et de définir les progrès qui restent à accomplir. Une récente étude nous a montré que les Français étaient attachés à la loi de 1901, sans pour autant en percevoir tous les enjeux. Ce centenaire est donc une bonne occasion pour recentrer les idées, inventer et corriger.

La Mission n'a, au reste, pas vocation à organiser à proprement parler la commémoration, mais à orchestrer les initiatives en provenance du milieu associatif, des différentes administrations et collectivités publiques concernées, et aussi des différentes catégories de partenaires du monde associatif. Chaque association, chaque mouvance associative, ou chaque secteur de la vie associative peut fêter 2001 comme il l'entend. Le label que distribue la Mission est accordé très libéralement. Reste qu'il faudrait, au-delà de la mise en évidence d'un calendrier des manifestations, pouvoir, dans certains temps forts, assurer des mises en présence, des confrontations susceptibles de dégager des idées clef que la culture de l'entre-soi ne suffit pas à dégager. C'est le sens des manifestations nationales en région, notamment de celles portant sur des thèmes transversaux (le temps associatif ; l'association, alternative aux marchés économique et

politique) que de tenter de parvenir à ce résultat. Dans le cadre de ces manifestations devrait notamment pouvoir se nouer un dialogue entre associations établies et associations émergentes ; les petites associations devraient comprendre qu'il n'y a pas de salut pour elles hors des réseaux, les grandes se convaincre qu'elles ne doivent pas chercher à vassaliser les petites ou à les tenir en lisière. Ce genre de thème a également été abordé à Bruxelles en février ; car comme les autorités nationales, et plus encore qu'elles, les autorités européennes ont un problème pour dialoguer avec un monde associatif pulvérulent, et sont donc portées à encourager les consortiums. Mais il ne faut pas que ces consortiums favorisent exagérément les associations les plus puissantes aux dépens des moins puissantes, de celles qui sont porteuses de causes minoritaires, ou qui sont les plus éloignées des modèles notabiliaire ou entrepreneurial.

Le Courrier des Mutuelles : Quelle est la place de la loi de 1901 dans la société ? Quel bilan peut-on tirer de cette loi, dans le siècle ?

Jean-Michel Belorgey : Depuis la Révolution française, de nombreux types d'associations ont existé. Certaines, il le fallait jusqu'en 1901, eu égard aux dispositions du Code Pénal interdisant les associations non autorisées de plus de 20 membres, avaient la bénédiction des pouvoirs de police.

© MAC 2



magazine



La loi de
1901 est le
terreau qui
favorise
l'essor des
pratiques
sportive,
culturelle
ou
musicale...



D'autres, non moins importantes, ont vécu de façon souterraine. La loi de 1901 apporte une légitimation de l'existence publique d'associations qui pourraient ne pas rencontrer d'emblée le soutien des pouvoirs, et notamment représenter une force de contestation.

Le mouvement associatif français, auquel la loi de 1901 a permis de se déployer, est très dispersé. Il est le résultat des initiatives prises par des gens qui se choisissent. On fait de tout, à petite et à grande échelle, en se réclamant de toutes sortes de combats et de mouvements d'idées : on s'associe pour défendre les droits des personnes âgées, des enfants, des femmes, des handicapés...

Le mouvement associatif recèle trois sources de puissance : la gestion de gros appareils de service, notamment dans le domaine sanitaire et social, dans celui de l'éducation, des mouvements de jeunesse... ; viennent ensuite les regroupements d'adhérents nombreux, qui rassemblent beaucoup de cotisations, et ont donc le pouvoir de parler fort - c'est par exemple le cas des associations de parents d'élèves, et de personnes handicapées ou des mouvements de défense du patrimoine et de l'environnement ; la troisième source de puissance des associations, c'est l'entrée dans des dispositifs institutionnels décisionnaires, ce qui n'est pas sans ambiguïté. Il faut également évoquer les regroupements associatifs qui ne se font pas nécessairement de façon fédérative, mais sous l'aspect de plates-formes qui se réunissent autour d'un thème. Celles-ci sont entre autres, aujourd'hui, réunies au sein de la Conférence permanente des coordinations associatives.

Les associations sont certes un lieu de créativité, de découverte de nouveaux besoins et de nouvelles attentes, ainsi que de nouvelles réponses ou formes

de réponses à ces besoins et attentes ; d'affirmation de nouvelles exigences éthiques ; de mise au jour de nouvelles représentations des rapports sociaux et politiques, dans le meilleur des cas. Il peut aussi s'agir de lieux de ressassement d'idées fausses, de pâle plagiat des solennités politiques et des retranchements bureaucratiques. Le groupe de pression a, quant au reste, toujours été le triste revers, le visage grimaçant, du regroupement affinitaire. La question est de savoir si l'on défend une dimension particulière de l'intérêt général, ce que les juristes appellent "l'intérêt général particulier", ou des intérêts particuliers tout court. C'est tous les jours qu'il faut choisir. À coup de disciplines d'organisation et de discipline intellectuelle et morale de chaque acteur.

Le Courrier des Mutuelles : Quelles sont aujourd'hui les perspectives ? La loi a-t-elle besoin ou non d'une réforme ? Est-elle toujours d'actualité ?

Jean-Michel Belorgey : On ne doit pas toucher à la loi. La vertu du cadre dessiné par la loi de 1901, c'est qu'il peut contenir des grosses et des petites associations, les associations qui fédèrent des personnes et celles qui fédèrent des associations, des structures aux secteurs d'activité fort variés, qui font, ou ne font pas des affaires, reçoivent ou pas des fonds publics, et manient des fonds dans des proportions très diverses. Une association a le droit de naître en petit ou en gros, et de faire ce qu'elle veut. Elle a la liberté de choix d'un objet social et de ses affinités. S'il se vérifie qu'une association, en réalité, fait des affaires sur le marché, on lui applique la fiscalité ad hoc. Si elle prend des risques d'un certain type, on applique le principe de commercialité. Ou celui de la gestion de fait. Il n'y a pas de raison

d'empêcher des gens de créer une association puisque c'est la voie qui a été choisie par ces personnes pour conduire une initiative. La décision de 1971 du Conseil Constitutionnel, qui fait de la liberté d'association une liberté de portée constitutionnelle, interdit d'ailleurs de réaliser ce qui fut le rêve de certains ministres de l'intérieur, et l'est, paradoxalement, de certaines associations redoutant les



Distribution de denrées par une association caritative

concurrences déloyales : trier en amont de leur naissance les initiatives associatives. Après, tout est possible ; avant non. Ce qui ne veut pas dire que de nombreuses mesures ne s'imposent pas, mais hors loi de 1901, pour favoriser la libération du temps des militants associatifs, clarifier les rapports entre associations et bailleurs de fonds publics, alléger ou renforcer les régulations publiques selon qu'elles sont ou non justifiées, trop pesantes, ou trop distantes pour écarter certains risques.

Propos recueillis par
Florence RIBEIRO



LES DATES CLÉS DE LA LOI 1901

1790 - La Révolution de 1789 reconnaît pour la première fois le droit d'association : la loi du 21 août 1790 reconnaît aux citoyens le droit de se rassembler et de former entre eux des sociétés libres.

1791 - La loi Le Chapelier interdit tout rassemblement, corporation ou association d'ouvriers et artisans de même état et profession, 14-17 juin 1791.

1848 - La Révolution de 48 consacre une liberté d'association éphémère : l'article 8 de la Constitution du 4 novembre 1848 proclame le droit de s'associer et s'assembler paisiblement et sans armes.

1871 - Chute de l'Empire. Les députés Tolain, Locroy et autres, déposent une proposition de loi tendant à l'abrogation de toute législation restrictive de liberté d'association. Cette première proposition est suivie de 33 projets, contre-projets et rapports parlementaires avant d'aboutir au vote de la loi 1901.

1882 - Proposition des députés Waldeck-Rousseau, Martin-Feuillée et Margue en faveur de la liberté d'association.

1884 - Loi Waldeck-Rousseau relative à la liberté des syndicats, 21 mars 1884.

1898 - Loi Waldeck-Rousseau relative aux sociétés de secours mutuels, 1^{er} avril 1898.

1901 - Loi Waldeck-Rousseau du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, publiée au JO le 2 juillet 1901.

1948 - La Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée par l'assemblée générale des Nations unies proclame universellement le droit de s'associer librement, New York, 10 décembre 1948.

1950 - L'article 11 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales consacre la liberté de réunion et d'association.

1966 - L'article 22 du Pacte relatif aux droits civils et politiques, texte international de portée contraignante pour les États signataires, garantit le droit de s'associer librement, 16 décembre 1966.

1971 - Par décision du 16 juillet 1971 le Conseil constitutionnel censure l'essentiel du projet de loi Marcellin qui tendait à réformer la liberté d'association en la soumettant à un mécanisme d'autorisation préalable, et fait de la liberté d'association un principe à valeur constitutionnelle.

1981 - La loi du 9 octobre 1981 abroge les discriminations à l'encontre des étrangers introduites par la loi de 1939 et rétablit ainsi la liberté d'association dans sa plénitude de principe et sa généralité.

1990 - La convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant consacre la liberté d'association des mineurs, article 15, 6 septembre 1990.

1999 - Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg : la Décision du 29 avril 1999 relative à la liberté d'association et à la loi Verdeille, condamne toute adhésion associative obligatoire comme étant contraire à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, Décision "Chassagnol et autres c. France", Strasbourg.



© Collection privée

(Extrait du courrier des mutuelles n° 175 avec l'aimable autorisation de l'auteur Florence Ribeiro et du directeur des publications Jacques Fleurotte)

Pour une rentrée moins difficile ! !

Quelques destinations de rêve pour les prochaines vacances...

CORSE

Rentrée (élèves 2nd degré)	Mercredi 5 septembre 2001
Rentrée (élèves 1er degré)	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre 2001 au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Hiver	Du samedi 9 février 2002 au lundi 25 février 2002
Printemps	Du samedi 6 avril 2002 au lundi 22 avril 2002
Début des vacances d'été	Samedi 29 juin 2002

GUADELOUPE

Rentrée des élèves 2nd degré	Jeudi 6 septembre 2001
Rentrée des élèves 1er degré	Vendredi 7 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Carnaval	Du samedi 9 février au au lundi 18 février 2002
Congés spécifiques	Mi-carême : le jeudi 7 mars 2002
Pâques	Du samedi 23 mars au lundi 8 avril 2002
Abolition de l'esclavage	Lundi 27 mai 2002
Début des vacances d'été	Samedi 29 juin 2002

MARTINIQUE

Rentrée (élèves 2nd degré)	Mardi 5 septembre 2001
Rentrée (élèves 1er degré)	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Carnaval	Du vendredi 8 février au lundi 18 février 2002
Pâques	Du samedi 23 mars au lundi 8 avril 2002
Pentecôte	
Abolition de l'esclavage	Du samedi 18 mai au lundi 27 mai 2002
Début des vacances d'été	Samedi 29 juin 2002

REUNION

Rentrée scolaire (élèves)	Lundi 20 août 2001
Toussaint	Du samedi 13 octobre 2001 au jeudi 25 octobre 2001
Vacances de l'été austral	Du mercredi 19 décembre 2001 au jeudi 31 janvier 2002
Vacances après la 3e période	Du mercredi 13 mars 2002 au lundi 25 mars 2002
Vacances après la 4e période	Du mardi 7 mai 2002 au mardi 21 mai 2002
Vacances de l'hiver austral	Mercredi 10 juillet 2002
Mi 1er trimestre	Du samedi 7 avril 2001 au mardi 17 avril 2001
Fin 1er trimestre	Du mercredi 23 mai 2001 au lundi 11 juin 2001
Mi 2ème trimestre	Du samedi 21 juillet 2001 au lundi 30 juillet 2001
Fin 2ème trimestre	Du samedi 8 septembre 2001 au lundi 24 septembre 2001
Mi 3ème trimestre	Du mercredi 31 octobre 2001 au lundi 12 novembre 2001
Fin année scolaire	Vendredi 21 décembre 2001

GUYANE

Rentrée élèves 2nd degré	Mardi 5 septembre 2001
Rentrée élèves 1er degré	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre 2001 au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Carnaval	Du samedi 9 février 2002 au lundi 18 février 2002
Congés spécifiques	Mi-carême : jeudi 7 mars 2002
Pâques	Du samedi 30 mars 2002 au lundi 15 avril 2002
Abolition de l'esclavage	Lundi 10 juin 2002
Début des vacances d'été	Mercredi 26 juin 2002

SAINT PIERRE ET MIQUELON

Rentrée (élèves)	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du vendredi 26 octobre au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du vendredi 21 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Vacances d'hiver	Du vendredi 22 février au jeudi 7 mars 2002
Vacances de printemps	Du vendredi 26 avril au lundi 13 mai 2002
Vacances d'été	Vendredi 28 juin 2002

ZONE A

Caen - Clermont-Ferrand - Grenoble - Lyon - Montpellier - Nancy-Metz - Nantes - Rennes - Toulouse

Rentrée scolaire (clg, lycées)	Mercredi 5 septembre 2001
Rentrée scolaire des élèves (écoles)	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre 2001 au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Hiver	Du samedi 9 février 2002 au lundi 25 février 2002
Printemps	Du samedi 6 avril 2002 au lundi 22 avril 2002
Début des vacances d'été	Samedi 29 juin 2002

ZONE B

Aix-Marseille - Amiens - Besançon - Dijon - Lille - Limoges - Nice - Orléans-Tours - Poitiers - Reims - Rouen - Strasbourg

Rentrée scolaire (clg, lycées)	Mercredi 5 septembre 2001
Rentrée scolaire des élèves (écoles)	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre 2001 au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Hiver	Du samedi 2 février 2002 au lundi 18 février 2002
Printemps	Du samedi 30 mars 2002 au lundi 15 avril 2002
Début des vacances d'été	Samedi 29 juin 2002

ZONE C

Bordeaux - Créteil - Paris - Versailles

Rentrée scolaire (collèges, lycées)	Mercredi 5 septembre 2001
Rentrée scolaire des élèves (écoles)	Jeudi 6 septembre 2001
Toussaint	Du samedi 27 octobre 2001 au lundi 5 novembre 2001
Noël	Du samedi 22 décembre 2001 au lundi 7 janvier 2002
Hiver	Du samedi 16 février 2002 au lundi 4 mars 2002
Printemps	Du samedi 13 avril 2002 au lundi 29 avril 2002
Début des vacances d'été	Samedi 29 juin 2002



(Indice nouveau majoré x 0,24 € arrondi et divisible par 3)

551 F
590 F
630 F
649 F
690 F
728 F
787 F
827 F
886 F
962 F
1 043 F

787 F
886 F
945 F
1 004 F
1 102 F
1 161 F
1 240 F

Maison du sport français
1 av. Pierre de Coubertin
75640 PARIS Cedex 13
Tel : 01 40 78 28 58 ou 60
Fax : 01 40 78 28 59
ou auprès de
votre secrétaire régional.

472 F
531 F
571 F
590 F
610 F
652 F
689 F
728 F
748 F
807 F
849 F

708 F
748 F
807 F
847 F
962 F
1 043 F

962 F
1 044 F
1 102 F
1 161 F
1 240 F

335 F
394 F
433 F
492 F
551 F
610 F
669 F
708 F
767 F
827 F
886 F
945 F
984 F
1 043 F
1 102 F



Vos interlocuteurs

Les secrétaires régionaux du SNAPS

Section		Nom prénom		Adresse	Tel domicile	Tel bureau	Fax	Mail
01 ALSACE	M.	ASSED LIEGE	SAHAR	33, ROUTE DE LA WANTZENAU	67000 STRASBOURG	03 88 31 82 12	03 88 45 30 33	asssed@wanadoo.fr
02 AQUitaine	M.	LETTERON	HERVE	125, ALLÉE DU HAUTAT	33470 GUJAN-MESTRAS	05 56 66 31 46		herve.letteron@wanadoo.fr
03 AUVERGNE	M.	GAIME	DANIEL	LE LAIRE	63000 LE BROC	04 73 55 03 66	04 73 34 91 79 06 72 94 81 81	daniel.gaime@wanadoo.fr
04 BASSE NORMANDIE	M.	JEHANNE	ALAIN	10, RUE DE MONTREAL	14000 CAEN	02 31 74 04 58	02 31 43 26 46 06 81 34 96 96	alain.jehanne@wanadoo.fr
05 BOURGOGNE	M.	ANDRE	PASCAL	IMPASSE JEAN ANTOINE BD: ALBERT EINSTEIN	21000 DIJON	03 80 70 92 16	03 80 68 39 01 03 80 70 92 16	shock321@jeunesse-sports.gouv.fr
06 BRETAGNE	M.	FAUVEAU	LOUIS	LA ROBINIERE	35320 SAULMÈRES	02 99 44 62 35	02 23 48 24 40	louis.fauveau@jeunesse-sports.gouv.fr
07 CENTRE	M.	VENDROT	MICHEL	116, RUE DE L'ASNE	45160 OLNET	02 38 63 64 46	02 38 77 49 18	02 38 53 98 99 michel.vendrot@jeunesse-sports.gouv.fr
08 CHAMPAGNE	M.	BIGOT	JACQUES	15, RUE DES MUROTS	10120 ST-ANDRÉ LES VERGERS	03 25 49 57 05	03 25 76 90 30	jacques.bigot@jeunesse-sports.gouv.fr
09 CORSE	M.	MARTEL	LUDOVIC	LOTISSEMENT "CARAGUJA" N°14	20600 FLIRANI	04 95 34 40 24	04 95 32 85 85	04 95 32 16 67 Ludovic.Martel@wanadoo.fr
10 FRANCHE-COMTE	M.	CHAPUIS	MICHEL	42, RUE DES TULIPES	25000 BESANCON	03 81 53 49 75	03 81 53 49 75 (REP-FAX)	chapus@frfr.fr
11 HAUTE-NORMANDIE	M.	GALLOT	PIERRE	28, RUE DE REIMS	76000 ROUEN	02 35 70 99 07	02 32 18 15 38	02 32 18 15 99 Pierre.Gallot@wanadoo.fr
12 LANGUEDOC-ROUSSILLON	M.	MALHAIRE	JEAN-PIERRE	65, RUE PIERRE D'ALVERGNE	34080 MONTPELLIER	04 67 10 83 38	04 67 10 14 23 06 89 38 36 81	04 67 10 83 38 malhaire@frfr.fr
13 LIMOUSIN	M.	ALLAMIAN	JEAN-MARC	12, RUE GEORGES DUHAMEL	87100 LIMOGES		05 55 33 52 23	allamian@club-internet.fr
14 LORRAINE	M.	BACHELIER	CHRISTOPHE	84, RUE DU GENERAL LECLERC	54200 MALZEVILLE	03 83 20 47 64 06 80 40 05 58	03 83 21 25 10	03 83 29 20 40 (REP)
15 MIDI-PYRENEES	M.	PERROT	ANDRÉ	7, AVENUE DU MARÉCHAL JIJON	46000 CAHORS	05 65 35 02 45	05 34 41 73 00	05 65 35 02 43 (REP) 06 34 41 73 23 58
16 NORD	M.	BAUDE	FRANCK	2, CLOS DU BOIS JOU	59130 WATTIGNIES	03 20 95 03 00	03 20 14 42 93	03 20 14 43 24 snaps.5962@liberty.surf.fr
17 PAYS DE LA LOIRE	M.	DUBOIS	DANIEL	6, RUE DES QUATRE PEUPLIERS	44190 CLUSSON	02 40 54 73 48	02 40 52 44 51 06 12 07 71 43	02 40 52 44 55 daniel.dubois@jeunesse-sports.gouv.fr
18 PICARDIE	M.	MESSIN	GILBERT	1, RUE JEAN L'HEUREUX	80800 MARCILLÈVE	03 22 42 32 10	03 22 33 89 00	03 22 42 32 10
19 POitou-CHARENTe	M.	TISSERAND	JEAN-CLAUDE	22 RUE DES FRÈRES MOISSA	17600 ANGOULÊME	05 46 07 11 91 (TEL-FAX)	05 46 35 25 38 06 83 19 11 86	05 46 41 83 86 (REP) jean-claude.tisserand@jeunesse-sports.gouv.fr
20 PROVENCE	M.	HAMON	GILLES	LES HAUTS DE NIEL N°1 ROUTE D'AXE	13570 EGUILLÈS	04 42 62 33 63	04 91 62 83 00 06 07 38 91 17	04 42 62 33 63 gilles.hamon@wanadoo.fr
21 ÎLE DE FRANCE	MM	ANDRACI	CAROLLE	252, RUE DE CHARENTON	75012 PARIS	01 43 43 70 92	01 40 77 55 93	01 40 77 56 58 carolle.andraci@jeunesse-sports.gouv.fr
22 Yvelines		SNAPS		TAV PIERRE DE COUBERTIN	75013 PARIS CEDEX 13		01 40 78 28 58 ou 80	01 40 78 28 58 snaps@frfr.fr
23 GUIPNE-SAVERE	M.	REPELLIN	BERNARD	LE THICHAUD	38320 HERBEYS	04 76 73 65 80	04 76 33 53 45 06 87 70 36 81	04 76 33 53 79 (REP) bernardr@jeunesse-sports.gouv.fr
24 COTE D'AZUR	M.	TRILLING	WALTER	VILLA LE BELVEDERE IMPASSE DU BELVEDERE	06600 ANTIBES	04 93 74 61 97	06 61 48 30 54	04 93 65 80 55 (REP) walter.F.Silva@cl.com
25 GUADELouPE	M.	ROBERT	GREGOIRE	BOULEVARD N° 3 ESC. A, APT. 321	97110 POINTE-A-PITRE	0 590 22 29 38	0 590 83 18 81	0 590 83 04 62
26 MARTINIQUE	M.	CESAIRE	RAYMOND	RESIDENCE POINTE SAVERE	97231 LE ROBERT	0 596 65 23 65	0 596 99 03 10	0 596 65 62 68 cesai.L.raymond@wanadoo.fr
27 GUYANE	M.	TAULELLE	BERNARD	8, RUE HOMAT	97304 REMIRE-MONTJOLY	094 383 506	0 594 29 92 08	094 383 506 (REP) 094 300059 (REP) cbkaurie@plus.gf
28 LA REUNION	M.	BOUVARD	GUY	LA BRETAGNE 8, CHEMIN DES VINCIGAS	97490 STE CLOTILDE	02 62 52 58 80	02 62 30 96 73	guy.bouvard@guisat.fr
29 NOUVELLE CALÉDONIE		SNAPS		MAISON DU SPORT FRANÇAIS	75013 PARIS CEDEX 13		01 40 78 28 58 ou 80	01 40 78 28 58 snaps@frfr.fr
30 TARI	M.	CRAWFORD	JOHN	BP 4273	98713 PAPEETE RP	00 689 48 26 06	00 689 54 09 54	00 689 42 14 66